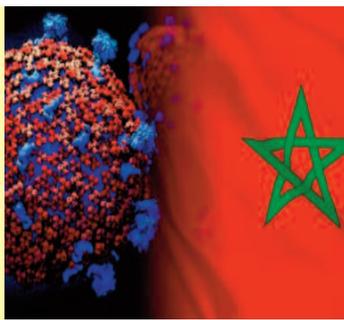


Pandémie de Covid-19 au Maroc
L'intégration de la culture du risque
Page 2



Allègement du déficit du compte courant à fin décembre 2019
Page 13



L'hôpital de campagne de Benslimane prêt à entrer en action
Page 8



Les séries du ramadan à l'arrêt à cause du coronavirus
Page 15



Libération

www.libe.ma

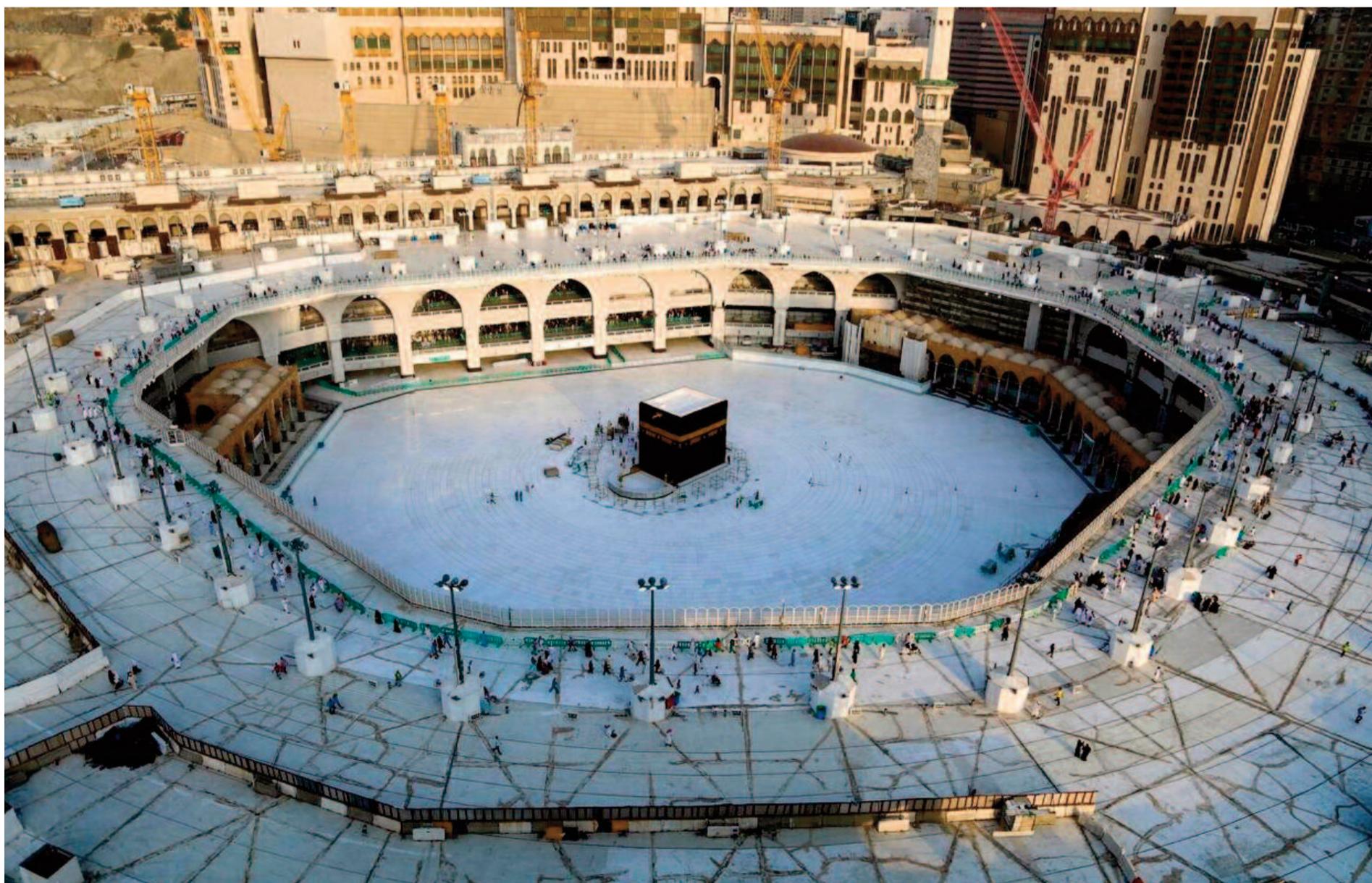
Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 8980

Samedi/Dimanche 4-5 Avril 2020

Après l'annulation de la Omra, un grand doute pèse sur l'accomplissement du Hajj



Pandémie de Covid-19 au Maroc

L'intégration de la culture du risque

La vie dans les sociétés actuelles semble être dominée par les risques mondiaux et quotidiens même si le degré de ce risque n'est pas encore clair. Cependant, on note que la communication sur les risques ou l'utilisation du terme « risque » a augmenté dans le monde à travers le débat public et la recherche scientifique. L'étendue de la pandémie du Covid-19 a démontré que la plupart des pays n'étaient pas prêts à faire face à ce type de catastrophes. Cette situation a été bien illustrée par la différenciation des modes de gestion des impacts de ce fléau sur les plans économique, social et sanitaire. Il y a des pays qui ont pris des mesures draconiennes, et ce pour limiter au maximum la propagation de la pandémie, en procédant au confinement total des villes foyers de la propagation (Chine). D'autres ont choisi la fermeture totale des frontières ainsi que le confinement graduel à l'intérieur du pays (Maroc). Cependant, l'hésitation quant à la prise de décisions convenables a eu des conséquences catastrophiques au niveau de la propagation de la pandémie du coronavirus (USA, France, Italie, Espagne, etc.). La question qui se pose actuellement est : pourquoi les gouvernements et les populations ont mal perçu cette crise sanitaire ? Est-ce que la science exacte est suffisante pour évaluer et traiter les risques pour ce type de pandémies ?

La notion du risque n'est pas nouvelle. Elle a été largement utilisée dans les domaines de la finance, de l'analyse de la sécurité et des risques environnementaux et sanitaires, puis elle a été appliquée dans le domaine des politiques publiques. Il faut aussi différencier le risque du danger : le danger est le préjudice, les dommages et le désastre inhérents à une situation ou à un événement, tandis que le risque est la probabilité de tels préjudices. Aussi, la probabilité ne peut pas être déterminée dans l'absolu ; par conséquent, le risque est associé à l'incertitude. Avec les grandes catastrophes que connaît le monde moderne actuellement, le concept de risque est devenu un moyen important pour comprendre la société contemporaine. Cela rend de plus en plus la tâche difficile aux

gouvernements afin de gérer les risques, par le biais de réglementations, lois, normes et services.

L'une des premières remarques qu'on pourra avancer par rapport à la gestion de cette pandémie est que plusieurs pays développés ont cru que la gestion du risque suppose sa réalité factuelle et adopté une approche technique. Ainsi, le risque faisait référence à un événement qui pouvait être abordé objectivement et étudié par des experts scientifiques et des institutions capables d'identifier, de mesurer et de gérer les tâches nécessaires pour le contrôler. Cependant, il faut dire que le risque est subjectivement défini et influencé par plusieurs facteurs, tels que le sentiment de contrôle perçu, les systèmes de valeurs, la connaissance de l'incident et ses conséquences potentielles. Le risque est façonné par un éventail de facteurs institutionnels et culturels. En suivant par exemple les réactions des Marocains par rapport à la pandémie du Covid-19 (réseaux sociaux, journaux, etc.), on a vu comment une partie de la population a réagi avec méfiance à l'égard des connaissances scientifiques et des directives de l'autorité publique. Elle a tenu à justifier son attitude par des croyances alternatives (religieuses) et des pratiques non scientifiques qui, on suppose, protégeraient contre le Covid-19. Il ressort de cet exemple que ce ne sont pas les risques ou leur qualité mais les valeurs liées à des types spécifiques d'organisation sociale qui sont responsables de la manière dont les risques sont politisés, sélectionnés, perçus et gérés.

L'autre question qui mérite d'être abordée est celle de la réponse de l'Etat et la politique. Traditionnellement, la politique et l'administration de l'Etat abordent souvent les risques sociétaux en termes de rationalité instrumentale, et ce pour encadrer leurs propres décisions et attentes concernant les réponses du public dans la même vision du monde rationnel. Néanmoins, lorsqu'une situation trop complexe se présente comme le cas du Covid-19, la pondération rationnelle des avantages et des inconvénients n'est plus un moyen raisonnable de prendre de bonnes décisions.

Les modes classiques de gestion des

risques sont généralement centrés sur l'Etat. Ce dernier prend des décisions générales sur la mesure dans laquelle l'incertitude est acceptable et sur les niveaux de risque tolérables et par le biais de régimes de réglementation des risques, et réagit au niveau du marché ou des processus sociaux pour contrôler les conséquences négatives potentielles pour l'homme. De plus, la réglementation comporte de multiples dimensions englobant les lois, les règles, les politiques et les institutions de l'Etat.

En outre, la réglementation fondée sur le risque est une manifestation du passage à des approches managériales fondées sur le risque. Dans ses formes les plus extrêmes, cette réglementation constitue un cadre de gouvernance qui conçoit les risques comme gérables et contrôlables. Sur le plan institutionnel, cela se reflète dans les institutions de régulation intersectorielles, dans la coexistence et la coordination des sources de réglementation publiques et privées (assurances, sécurité sociale, normes de sécurité, etc.).

Pour le Maroc, la réaction vis-à-vis de la pandémie du Covid-19 était très difficile au début, compte tenu de son étendue à l'échelle mondiale et la non préparation à ce type de risques. Le défi qui était primordial pour les autorités publiques était de mettre en place une coordination efficace accompagnée d'une communication réaliste entre les institutions et la population. Cependant, il s'avère que le Maroc devra avoir dorénavant l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre tous les éléments de la gestion des risques de cette ampleur.

De plus, le Maroc a l'obligation d'adopter dans le futur deux approches relatives à la gouvernance des risques. D'une part, l'approche technologique qui consiste à identifier à l'avance les éléments de risque, à l'aide de la technologie scientifique, et concevoir des dispositifs de sécurité appropriés. D'autre part, l'approche culturelle qui révèle que notre reconnaissance des risques est étroitement liée à notre culture. L'Etat a commencé et devra continuer l'établissement d'une « culture de la sécurité ». Les pratiques culturelles telles que l'application des lois, les normes et les attitudes influencent

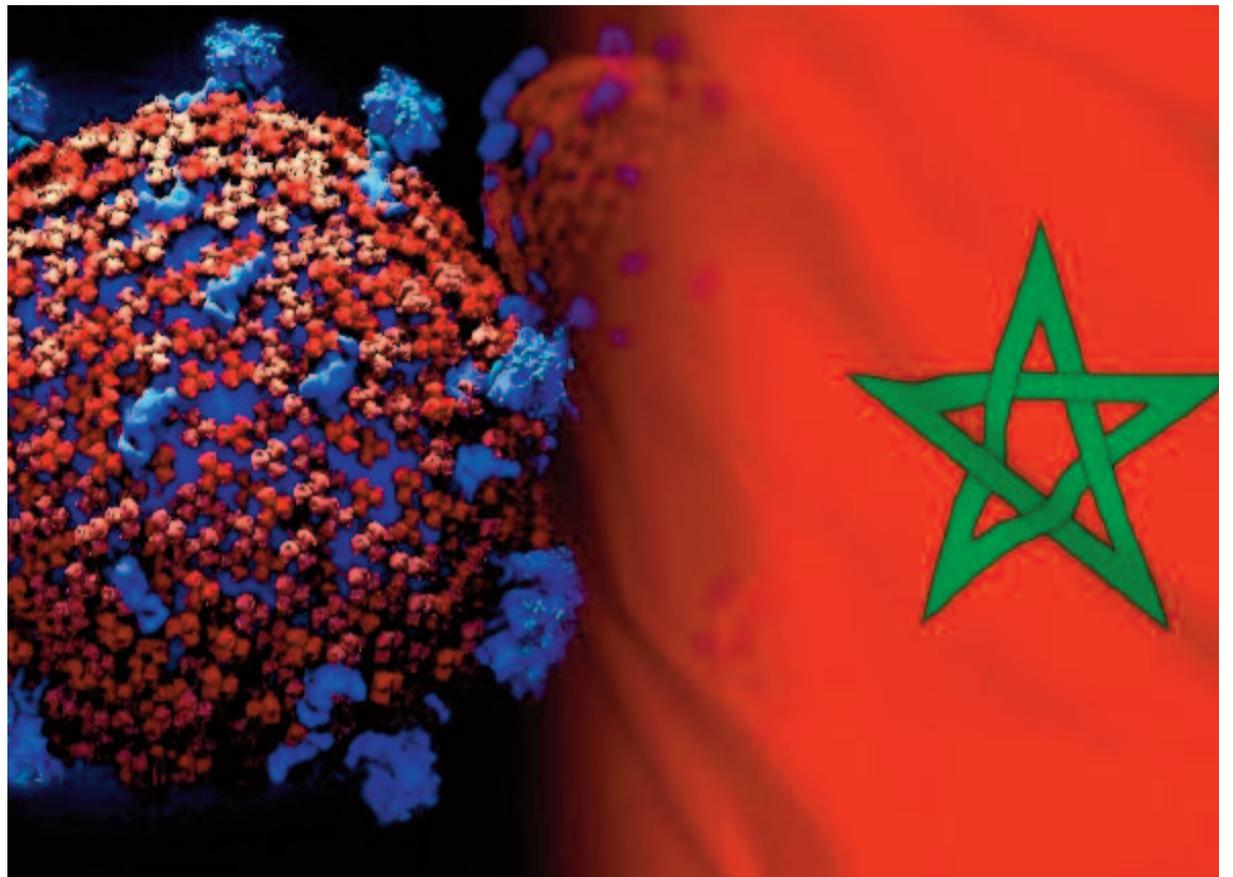
grandement le fonctionnement des systèmes, même les composants technologiques.

Il faut admettre qu'à partir des réactions de la population marocaine, au début de la pandémie du coronavirus, et pour être à l'abri des risques et prévenir les catastrophes, le peuple marocain devra changer sa façon de penser. Il doit se concentrer sur l'amélioration de la qualité de vie plutôt que sur la recherche d'une abondance matérielle. Il faut aussi regarder les pièges du développement superficiel, combattre la culture de la médiocrité, ainsi nous pouvons tous trouver les indices nécessaires pour faire de notre pays et de notre société un lieu plus sûr et meilleur. Il ne faut pas oublier que le progrès technologique continuera de créer de nouveaux problèmes, il est donc préférable de ne pas dépendre des processus technologiques pour résoudre nos difficultés et le risque est une condition existentielle qui ne peut jamais être éliminée.

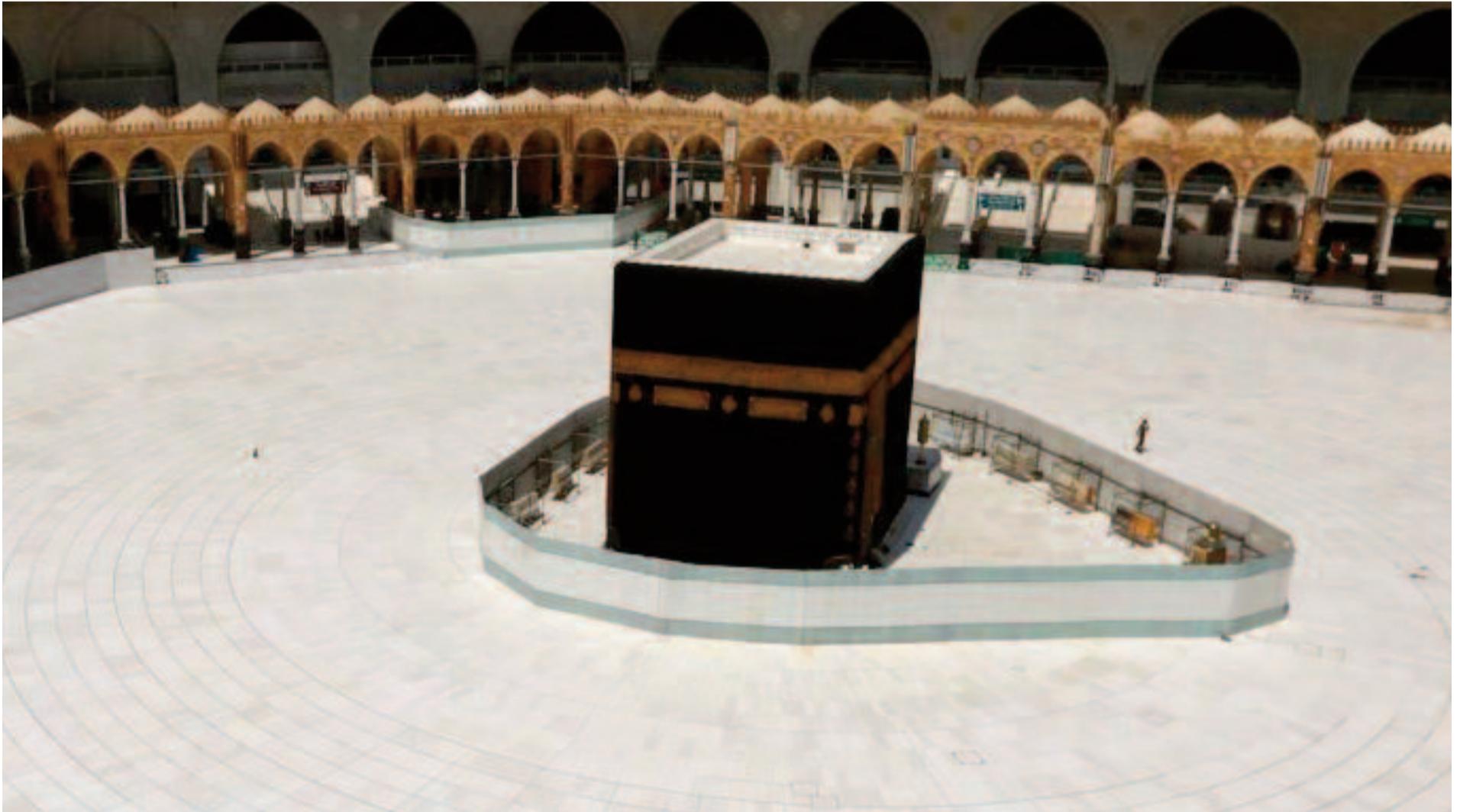
Enfin, il faudra en tant que Marocain et fier de l'être, dire que la réponse de l'Etat marocain « providence » a été bien calculée en choisissant la santé du peuple comme priorité par rapport au développement économique. Grâce à l'élan de solidarité lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI avec la participation du budget de l'Etat, de plusieurs organismes, des fonctionnaires, et de la population, le Fonds spécial de gestion de la pandémie du coronavirus a permis d'indemniser les salariés, les entreprises et les citoyens démunis. De plus, la pratique du confinement total et qui a été saluée à l'échelle mondiale a constitué une courageuse décision qui a eu des conséquences très positives quant au contrôle de l'étendue de la pandémie.



Par Mohammed Anouar Elhazziti



Après l'annulation de la Omra, un grand doute pèse sur l'accomplissement du Hajj



L'Arabie Saoudite annulera-t-elle cette année le Hajj prévu fin juillet-début août ? Depuis jeudi soir, une rumeur circule sur les réseaux sociaux selon laquelle les autorités de l'Arabie Saoudite auraient pris cette décision à cause de la pandémie du nouveau coronavirus qui frappe depuis des mois presque le monde entier et dont personne ne connaît l'issue.

Certains médias se sont hâtés de relayer cette information sans qu'il y ait un communiqué officiel de la part des autorités saoudiennes à ce sujet.

La seule information officielle jusqu'à présent concernant le Hajj émane du ministère saoudien du Hadj et de la Omra.

Le site officiel de ce ministère a publié il y a quelques jours une déclaration du ministre Mohammad Saleh Bin Taher Benteen à la télévision Al-Ekhbariya dans laquelle il a appelé les pays musul-

mans à suspendre momentanément les préparatifs pour le Hajj 2020 jusqu'à ce que « la vision soit claire à propos de la pandémie et ses effets actuels et futurs ».

« L'Arabie Saoudite est parfaitement préparée à servir les pèlerins », a encore souligné le ministre saoudien. Et d'ajouter : « Mais dans les circonstances actuelles, le royaume veut protéger la santé des musulmans et des citoyens et nous avons demandé à nos frères musulmans dans tous les pays d'attendre, avant de passer un contrat (avec des sociétés pour effectuer le Hajj), jusqu'à ce que la situation soit claire ».

Il apparaît donc de la déclaration du ministre saoudien que les autorités de son pays n'ont pas encore pris la décision d'annuler le Hajj, mais elles attendent plutôt de voir l'évolution de la pandémie dans le monde avant de prendre une décision définitive à ce propos.

Certains médias ont mal interprété la décision des autorités saoudiennes. A titre d'exemple, le portail « catch.ch » a, ainsi, titré un article à ce sujet : « L'Arabie Saoudite annule le Hajj 2020 ».

« Pour la première fois dans l'histoire, il y aura une année sans pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam », a souligné ce portail qui a rapporté la déclaration du président sénégalais Macky Sall qui a affirmé : « Nous avons reçu mercredi 11 mars un message important de l'Arabie Saoudite nous demandant de suspendre toutes les opérations liées au pèlerinage cette année ».

D'aucuns estiment, par ailleurs, que l'appel des autorités saoudiennes aux pays musulmans de suspendre pour le moment les préparatifs du Hajj de 2020 n'est en fait qu'un prélude à la décision définitive d'annuler le grand pèlerinage de cette année après avoir suspendu il y a quelques jours la Omra du mois de rama-

dan qui attire chaque année des milliers de pèlerins du monde entier.

« La décision prise par l'Arabie Saoudite de suspendre la Omra est une mesure provisoire qui a pour objectif de protéger la santé de ceux qui visitent la Mosquée sacrée Masjid Al-Haram et entre dans le cadre des mesures sanitaires mondiales », a souligné Mohammed Abdul Karim Al-Issa, le secrétaire général de la Ligue islamique mondiale dans une déclaration à Saphirnews. Et de préciser : « Le royaume d'Arabie Saoudite suit de près la question, évalue et réévalue la situation en permanence ».

Selon les chiffres officiels du ministère saoudien, quelque 2,5 millions de pèlerins ont effectué le Hajj en 2019. Et selon la même source, 7457663 personnes ont effectué la Omra la même année.

Concernant le Maroc, plusieurs agences de voyages sont dans la tourmente depuis l'annu-

lation de la Omra par les autorités saoudiennes. Certaines d'entre elles ont déjà proposé aux pèlerins marocains qui voulaient effectuer la Omra au mois de ramadan et qui ont déjà payé les frais de voyage soit de les rembourser une fois que la situation retourne à la normale, soit de reporter la Omra à une date ultérieure.

Selon les statistiques officielles du ministère saoudien du Hajj et de la Omra publiées en novembre 2019, le Maroc a occupé la huitième place du classement des dix premiers pays ayant effectué la Omra, avec un nombre de pèlerins atteignant 18 146 personnes.

Il convient de rappeler que le nombre de Marocains qui ont effectué le Hajj en 2019 a atteint 32.000 pèlerins, dont 22.000 de l'organisation officielle et 10.000 inscrits au niveau des agences de voyage.

Tabet Mourad

Le CNDH appelle à l'extension des mesures prises en soutien aux catégories vulnérables

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a appelé à l'extension des mesures prises afin de prévenir la propagation du coronavirus en soutien à toutes les catégories vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap, les enfants, les femmes, les migrants, les réfugiés et les personnes âgées.

Lors de la réunion périodique ordinaire du CNDH tenue mercredi par visioconférence, pour discuter des dispositions prises par le Conseil dans le cadre du présent état d'urgence sanitaire, en vue de poursuivre ses missions relatives au monitoring, à la protection et à la



Le Conseil salue les dispositions adoptées par l'Etat en vue de prévenir la propagation de virus

promotion des droits de l'Homme, conformément à la législation nationale et aux pactes internationaux, il a été convenu de mettre en place un groupe de travail spécialisé pour le suivi et le monitoring de la situation des droits de l'Homme aux niveaux national et régional, selon un communiqué de cette institution.

En outre, après des délibérations

relatives à la situation difficile que traverse le Royaume, à l'instar du reste du monde, en raison de la propagation de la pandémie, les membres du CNDH ont décidé d'intensifier les contacts du Conseil aux niveaux régional et international avec les réseaux des institutions nationales des droits de l'Homme et les organismes onusiens et régionaux afin d'échanger les meilleures

pratiques dans le cadre de la propagation du Covid-19.

Ils n'ont pas manqué de saluer les mesures adoptées par l'Etat en vue de prévenir la propagation du virus et les mesures de soutien destinées aux catégories vulnérables, souligne le communiqué.

Au cours des derniers jours, ajoute-t-on, le Conseil a mené un certain nombre d'opérations de

sensibilisation visant à promouvoir et vulgariser les mesures préventives contre la propagation du Covid-19 dans les deux langues officielles, la langue des signes, le français, l'espagnol et l'anglais, de même que les langues Wolof et Lingala pour communiquer avec les migrants et les réfugiés résidant au Maroc au sujet des procédures d'urgence sanitaire.

Le Collectif Autisme Maroc entre dans la danse

Garantir un appui social aux autistes



Le Collectif Autisme Maroc (CAM) a appelé jeudi à intégrer les personnes autistes parmi les groupes ciblés par le système d'appui social au Royaume, quel que soit le revenu de leurs familles.

Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme (2 avril), le

Collectif a exhorté les pouvoirs publics à "accélérer la mise en place du registre social, tout en veillant à ce que les personnes handicapées en général et celles atteintes d'autisme en particulier, soient incluses dans les catégories ciblées par le système d'appui social quel que soit le revenu de leurs familles".

Le CAM a également mis l'accent

sur la nécessité de protéger les droits des autistes adultes à la participation à tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle, en garantissant leur accès à l'éducation, à la formation, à l'emploi et leur droit à l'éducation tout au long de leur vie.

Le communiqué souligne également l'importance d'accorder une attention particulière à la question de la capacité juridique des adultes autistes, en examinant les textes juridiques y afférents d'une manière à leur garantir le droit à l'autonomie et la prise de décisions, tout en mettant en place des mécanismes de protection juridique à ceux qui ont besoin de soutien.

En rapport avec la situation actuelle caractérisée par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), qui a mis les gouvernements, les associations et les familles face à plusieurs défis, dont le coût financier et psychologique, le Collectif s'est dit "fier des avancées réalisées par le Royaume sous la sage

conduite de S.M le Roi Mohammed VI pour prévenir cette maladie".

Le Collectif a également loué la mobilisation des professionnels de la santé et de la sûreté pour protéger les citoyens et veiller à leur bien-être et leur sécurité, ainsi que les efforts de la famille de l'éducation et de la formation pour son travail visant à garantir la continuité du service d'éducation et de formation à distance.

Le CAM a, à cet égard, appelé à l'adoption d'une stratégie nationale pour réduire les risques et les impacts des catastrophes sur les personnes autistes et handicapées, conformément au cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

Il a également mis l'accent sur la nécessité d'adopter un plan médiatique complet et intégré pour soutenir les personnes autistes, ainsi que celles souffrant de déficiences mentales et leurs familles dans ces circonstances, les aider à surmonter en toute sécurité

les conditions de confinement et à contribuer à l'égalité d'accès à l'information par des moyens de communication alternatifs, appuyés notamment par des images et le langage des signes.

Le Collectif a aussi invité à capitaliser les expériences et expertises accumulées au cours de cette période, afin de généraliser le droit à l'enseignement à distance au profit des élèves en situation de handicap et ceux autistes.

Il a aussi proposé d'organiser la contribution des lauréats de la première promotion du programme "Raafiq", pour aider les associations et les familles dans les conditions actuelles de mise en quarantaine.

Créé en 2006, le Collectif Autisme Maroc (CAM) est un réseau de plus de 25 associations de parents et amis de personnes autistes réparties sur les régions du Royaume et ayant pour but de plaider en faveur des autistes et de sensibiliser à leurs droits.

4.835 personnes poursuivies pour violation de l'état d'urgence sanitaire

La loi appliquée avec fermeté contre les contrevenants

4.835 personnes ont été poursuivies par les parquets auprès des tribunaux du Royaume pour violation de l'état d'urgence sanitaire depuis l'entrée en vigueur le 24 mars dernier du décret-loi n° 2.20.292 et jusqu'à jeudi 02 avril à 16h, a indiqué la présidence du ministère public.

Dans un communiqué, la même source précise que ces poursuites judiciaires interviennent dans le cadre de la mise en œuvre par le ministère public des dispositions répressives prévues par le décret-loi n° 2.20.292 sur les dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire et aux procédures de sa déclaration, notant que parmi les individus poursuivis, 334 ont été déférés devant les tribunaux en état de détention.

La présidence du ministère public affirme aussi que, depuis l'annonce par les pouvoirs publics de l'état d'urgence sanitaire

Safi

A Safi, le service provincial de la police judiciaire a ouvert, mercredi soir, une enquête judiciaire sous la supervision du parquet compétent en vue de déterminer les actes criminels attribués à trois individus apparus dans une vidéo, relayée sur les réseaux sociaux, et qui usurpaient une fonction réglementée par la loi et exerçaient des actions de contrôle.

Un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) indique que les mis en cause avaient enregistré, et publié sur les réseaux sociaux, une vidéo les montrant en train de soumettre un citoyen à des procédures de contrôle relatives à la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire et à des mesures de fouille et de palpation, sans avoir la capacité juridique d'exécuter ces mesures de précaution définies par la loi.

Les services de la sûreté nationale ont entamé, sous la supervision du parquet compétent, les procédures de recherches et d'investigations dans cette affaire, afin d'en élucider les circonstances et les tenants et aboutissants, et ce dans l'attente de traduire les suspects devant la justice après l'achèvement des procédures de l'enquête préliminaire, conclut le communiqué.



le 20 mars et jusqu'au 23 du même mois, 263 autres personnes ont été poursuivies par les parquets, dont 43 en état de détention, pour contravention à certaines dispositions du Code pénal, portant ainsi le nombre total des personnes poursuivies

peines privatives de liberté et à verser des amendes, poursuit le communiqué.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre les informations fallacieuses, les parquets ont ouvert 81 enquêtes judiciaires ayant abouti à la poursuite judiciaire de

Zaïo

A Zaïo, les éléments de la police judiciaire relevant du commissariat régional de sûreté de la ville ont arrêté, mercredi en coordination avec le service central de lutte contre les crimes liés aux nouvelles technologies, un individu de 28 ans pour son implication présumée dans la diffusion d'un contenu numérique incitant à la haine.

Le mis en cause avait diffusé un contenu sur les réseaux sociaux dans lequel il se réjouit de l'augmentation des cas de contamination au nouveau coronavirus au Maroc, méprise les personnes décédées et les patients et leur adresse des propos haineux, indique dans un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Le prévenu a été soumis à une enquête judiciaire sous la supervision du parquet compétent afin de déterminer l'ensemble des circonstances et des tenants et aboutissants de ces actes criminels, conclut la DGSN.

dans ce cadre à 5.098.

Les tribunaux du Royaume ont condamné certaines de ces personnes poursuivies à des

58 personnes, alors que d'autres enquêtes sont en cours, indique la même source.

Partant de son rôle dans la



Boujdour

A Boujdour, la brigade de la police judiciaire a ouvert, mercredi soir, une enquête judiciaire sous la supervision du parquet compétent, pour vérifier les actes criminels attribués à une infirmière soupçonnée de diffusion d'un enregistrement sonore dans lequel elle avance de fausses informations et divulgue un secret professionnel.

Les services de sûreté nationale avaient constaté la circulation d'un enregistrement audio d'une femme qui fait état de deux cas de contamination au nouveau coronavirus à Boujdour, et diffuse des allégations sur l'aggravation de la contamination dans la ville, indique la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué, notant qu'une enquête minutieuse ouverte à cet égard a conclu à l'implication d'une infirmière de 26 ans, travaillant dans un hôpital public dans la diffusion dudit enregistrement qui avance des données erronées et autres données soumises au secret professionnel.

Les services de la sûreté nationale poursuivent leurs recherches et investigations sur cette affaire sous la supervision du parquet compétent, indique le communiqué, ajoutant que l'expertise technique nécessaire continue sur les supports électroniques utilisés pour la diffusion de cet enregistrement afin de déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire, et le degré d'implication de la mise en cause dans ces actes criminels.

préservation de l'ordre public et de la sécurité des citoyens, le ministère public assure qu'il n'hésitera pas à appliquer la loi avec la fermeté requise à l'encontre de

tous les contrevenants qui exposent au danger la sécurité sanitaire des citoyens et prennent à la légère la vie des citoyens et leur sécurité, conclut le communiqué.

Les soldats de l'ombre en rangs serrés contre le Covid-19

Taurirt



ATaurirt, alors que les habitants observent scrupuleusement les consignes du confinement, les éboueurs, conscients des risques, restent néanmoins mobilisés pour assurer la tournée quotidienne de collecte des déchets ménagers, à laquelle, Covid-19 oblige, vient s'ajouter l'importante opération de désinfection.

En effet, les autorités locales et les responsables de la commune urbaine de Taurirt, ainsi que la société de gestion des déchets "Ozone environnement et services" multiplient les efforts en ces temps de crise due au coronavirus pour préserver la propreté de la ville et empêcher la propagation de ce virus contagieux et très dangereux.

Ils ont ainsi mobilisé les moyens requis

pour assurer pleinement la continuité et le bon déroulement des opérations de collecte des déchets et de stérilisation, devenues plus que jamais indissociables et indispensables aussi bien pour garder la ville propre que pour la sécurité sanitaire des citoyens.

Pour atteindre ce double objectif, les éboueurs, fidèles au rendez-vous à l'instar des médecins, des forces de l'ordre, des pompiers et bien d'autres, s'impliquent avec énergie et courage pour relever ce défi et s'acquitter convenablement de leur devoir de contribution à la prévention contre le nouveau coronavirus (Covid-19).

Ces éboueurs ou agents de nettoyage commencent leur travail très tôt le matin. Les camions sillonnent les différentes artères et ruelles de la ville pour vider les

bennes à ordures ménagères et ramasser les déchets jetés par terre et ce, avec précaution afin d'éviter non seulement les objets tranchants mais aussi la contamination au Covid-19 qui, selon des études scientifiques, peut rester en vie pendant des heures ou des jours sur certaines surfaces.

Conscients de ce risque, les responsables de la société en charge des déchets prennent désormais très au sérieux les conditions d'hygiène et de sécurité sanitaire des éboueurs contre la contamination, et ce à travers l'information, la sensibilisation, la mise à disposition des moyens de protection et la stérilisation des bennes à ordures et des camions.

Dans une déclaration à la MAP, le directeur de la société "Ozone environnement et services" pour la région de l'Oriental, Mohamed Ouazzani Chahdi, a indiqué que dans le cadre de la mobilisation totale face à cette situation que traverse le Maroc, comme les autres pays du monde, la société en partenariat avec le conseil communal de Taurirt, et sous la supervision du gouverneur de la province, a établi un programme exceptionnel pour enrayer la propagation de la pandémie du coronavirus.

Il a cité dans ce sens la mise à disposition des moyens logistiques et humains nécessaires, et l'adoption des précautions essentielles pour protéger la santé des travailleurs (masques, gants et produits stérilisants).

Il a également mis l'accent sur la poursuite normale du nettoyage, de la collecte des ordures et de l'opération de désinfection pour laquelle la société a mobilisé plusieurs engins et d'importantes quantités de produits pour stériliser et désinfecter les rues, les places publiques, les

établissements et les administrations de la ville.

De son côté, la responsable du service d'hygiène et de préservation de l'environnement à la commune de Taurirt, Samira Abbadi, a mis en avant les multiples mesures prises par la commune en coordination avec les autorités locales et la société Ozone, ainsi que les fonds mobilisés pour empêcher la propagation du coronavirus.

Elle a toutefois relevé que tous ces efforts ne peuvent être efficaces que si les citoyens respectent les règles du confinement et réduisent au strict minimum leur déplacement à l'intérieur de la ville.

Quant à lui, Mohamed Akjoj, un employé de la société Ozone qui participait à une tournée avec l'équipe en charge de l'opération de désinfection, a affirmé que la société a mis à leur disposition les moyens qu'il faut pour la protection de leur santé (gants, masques et blouses imperméables).

Incitant à son tour les citoyens à rester chez eux, il a tenu à les appeler à respecter les mesures de précaution qui s'imposent dans la situation actuelle et ce, en mettant les déchets ménagers dans des sacs et de les bien fermer surtout. Il a indiqué dans ce sens que les masques et les gants jetés par les citoyens après usage contre la contamination constituent un véritable danger pour la santé des éboueurs et de leurs familles.

Ces agents de propreté qui défient le danger et la peur pour accomplir leur devoir en cette période de crise sanitaire dans le souci de préserver la propreté de la ville et de protéger les citoyens méritent bel et bien nos applaudissements, encouragement et soutien.

Meknès

Comme partout dans les régions du Royaume, les éboueurs de Meknès poursuivent leur mobilisation pour maintenir la ville propre et contribuer à la préservation de la sécurité sanitaire des citoyens, malgré les risques liés au coronavirus.

Grâce aux efforts quotidiens de ces agents dévoués, des dizaines d'opérations de stérilisation et de désinfection ont été réalisées ces dernières semaines, aux côtés de leurs tâches quotidiennes consistant en la collecte des déchets ménagers et le nettoyage des rues et avenues.

Mohammed Said Daoudi, ingénieur à la commune de Meknès chargé de la gestion déléguée de la propreté, a indiqué à la MAP qu'une cellule composée des responsables du bureau communal d'hygiène, du service de gestion déléguée chargé du secteur de la propreté et de l'entreprise concernée a été mise en place pour faire le suivi des opérations de collecte des déchets et de désinfection et de stérilisation des espaces et des établissements publics en ce temps de crise.

Ces opérations se font en coordination avec

les autorités locales et les présidents des arrondissements dans l'objectif de renforcer l'action commune pour stopper la propagation du virus, a-t-il souligné.

Le responsable de la société Mecomar, chargée de la gestion déléguée des déchets ménagers et de la propreté, Haytam Amiri, a indiqué, de son côté, que les employés de l'entreprise sont à pied d'œuvre pour maintenir la ville propre, ajoutant qu'ils se sont vu confier également les opérations de stérilisation et de désinfection des espaces publics. Tous les moyens logistiques et humains de la société ont été mobilisés pour contribuer à l'effort public visant à endiguer cette pandémie, a-t-il fait savoir.

Des agents de propreté ont indiqué à la MAP que leur mobilisation est une contribution, malgré les risques, aux efforts déployés par toutes les composantes de la société marocaine pour protéger la sécurité sanitaire des citoyens et l'intérêt général du Royaume, appelant les habitants à faire preuve de solidarité et faciliter la tâche aux éboueurs en utilisant des sacs en plastique.





Tanger

Chaque soir à 22h, les camions des éboueurs démarrent, transgressant de manière exceptionnelle les règles de l'état d'urgence sanitaire, pour collecter les déchets ménagers dans les différents quartiers et ruelles de Tanger.

A Tanger, deux sociétés sont liées par le contrat de gestion déléguée de la propreté. En effet, "Solamta" s'occupe de la zone de Tanger Est tandis que "Sita Boughaz" se charge de celle de Tanger Ouest, et ce sous la supervision de la commune de la ville.

Le maire de Tanger, Mohamed Bachir Abdellaoui, avait tenu mîmars, en présence du chef de la division de l'hygiène et du responsable de la propreté à la commune, une réunion de travail avec les responsables des deux sociétés pour lancer une vaste opération de nettoyage et de stérilisation des espaces publics et des bennes à ordures, et ce dans le cadre des mesures préventives visant à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus.

Cette opération s'est concentrée sur les lieux de collecte des déchets, notamment ceux des grands quartiers résidentiels, avec une multipli-

cation de l'opération de lavage mécanique et de stérilisation au niveau des rues et des bennes à ordures, outre les marchés publics et les marchés de proximité. Les éboueurs ont été exhortés à prendre les précautions nécessaires pour éviter toute contamination, tandis que l'ensemble de ces opérations sont menées sous la supervision de la commune.

En application de ce plan d'action, les deux sociétés ont mobilisé leurs travailleurs, leurs équipements et leurs camions pour travailler toutes les nuits, jusqu'à 1h du matin, afin de vider et stériliser les bennes à ordures avant de les remettre en place, dans le but de limiter la possibilité de propagation du coronavirus.

Les travailleurs répondent chaque soir, avec sérieux, aux besoins des habitants de Tanger, afin de préserver la propreté des rues de la ville et collecter les déchets et s'en débarrasser dans la décharge publique conformément au cahier des charges, a indiqué Farid, responsable d'une équipe d'éboueurs de l'une des deux sociétés.

Après la décision du ministère de l'Intérieur de fermer les cafés et les restaurants, la charge de travail

a diminué pour les deux sociétés, ce qui leur a permis de redoubler d'efforts pour se concentrer sur la stérilisation des bennes à ordures notamment au sein des quartiers résidentiels et des espaces publics.

Dans ce sens, les deux sociétés veillent spécialement à pulvériser des produits de nettoyage et de stérilisation dans les différents lieux publics, et à collecter les déchets des grands espaces publics, à l'instar des marchés hebdomadaires, les marchés communaux, le marché de gros de fruits et légumes, le marché de poissons, l'abattoir communal ainsi que la gare routière.

Après leur tournée, les camions retournent à leur parking pour être lavés et stérilisés quotidiennement, puis préparés à la prochaine sortie, les éboueurs s'efforcent ainsi de mener à bien leur devoir durant cette période exceptionnelle de l'état d'urgence sanitaire.

Au niveau des parkings, des désinfectants sont mis à la disposition des éboueurs tandis que les deux sociétés mènent des opérations de sensibilisation et distribuent des masques et des gants à leurs travailleurs, tout en les exhortant à prendre les mesures nécessaires.

Brèves

Chambre des représentants

Les fonctionnaires de la Chambre des représentants ont décidé de faire don de 1,6 million de DH au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus, mis en place sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI. "Dans le cadre des efforts de mobilisation nationale entrepris par notre pays pour contenir les répercussions de l'épidémie du coronavirus, les fonctionnaires de la première Chambre ont contribué à hauteur d'un million et 60.000 dirhams au Fonds spécial", indique jeudi la Chambre dans un communiqué.

Par une telle démarche, les fonctionnaires affirment leur engagement en faveur des initiatives et mesures entreprises par la présidence et les différentes structures de la Chambre afin que l'institution législative assume pleinement ses prérogatives dans cette conjoncture aussi particulière.

Agence urbaine de Settat

Le personnel de l'Agence urbaine de Settat (AUS) a décidé de contribuer au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), mis en place sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI. La directrice de l'Agence va, ainsi, offrir au Fonds un mois de salaire, tandis que l'ensemble des employés vont consentir trois jours de leur paie, indique jeudi un communiqué de l'établissement.

Les employés ont exprimé leur fierté de contribuer à cette initiative lancée par S.M le Roi, partant de leur conviction du devoir de solidarité dans ces circonstances difficiles et de la nécessité de participer aux efforts d'atténuation des effets sanitaires et économiques de la pandémie. Ils ont, en outre, hautement salué l'action ininterrompue des autorités compétentes pour enrayer la propagation de la maladie, se félicitant de la conscience démontrée par le peuple quant au respect des mesures de l'état d'urgence sanitaire.

FNIR

La Fédération nationale interprofessionnelle du riz (FNIR) a fait don de 500.000 DH au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus. Selon un communiqué de la Fédération, cette contribution s'inscrit dans le cadre de la mobilisation nationale solidaire en faveur de la lutte contre le coronavirus (Covid-19).

SIERA

Le fabricant de réfrigérateurs et importateur d'électroménager marocain, SIERA, a fait don en mars dernier de 10 millions de dirhams au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), mis en place sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Un communiqué de la compagnie, parvenu jeudi à la MAP, indique que, "face à la crise sanitaire et économique sans précédent qui frappe actuellement le Maroc, SIERA a pris part dès le début de la propagation du Covid-19, aux efforts de solidarité nationale".

A travers cette contribution, l'entreprise dit réitérer sa "totale adhésion" aux efforts consentis par les pouvoirs publics afin d'aider le Maroc à lutter efficacement contre cette crise sanitaire, a indiqué le directeur général de la compagnie, cité dans le communiqué.

Anciens combattants

L'Association des œuvres sociales des fonctionnaires et agents du Haut-commissariat aux anciens combattants et anciens membres de l'armée de libération a contribué au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus à hauteur de 100.000 DH.

Les agents chargés de la gestion des marchés de gros pour les légumes, les fruits et les poissons ont, pour leur part, accordé une contribution financière allant de 5.000 à 10.000 DH chacun, en plus des anciens combattants et anciens membres de l'armée de libération qui ont versé des sommes équivalentes, indique un communiqué de l'Association. De son côté, le Haut-commissaire Mustapha El Ktiri a fait don d'un mois de salaire au Fonds, souligne-t-on de même source.

L'hôpital de campagne de Benslimane prêt à entrer en action

Dans un climat de ferveur patriotique et de mobilisation sincère, qui ne sont guère étrangères aux Forces Armées Royales (FAR), les équipes du 2ème Hôpital militaire de campagne Covid-19 de Benslimane se tiennent prêtes à entrer en action à tout moment pour épauler la médecine civile dans le combat contre la pandémie du nouveau coronavirus.

En un temps record ne dépassant pas une semaine, les éléments des FAR ont réussi à mettre sur pied un hôpital militaire. Six jours ont été suffisants pour ces équipes rodées à ce genre de situations pour équiper un bâtiment sur deux niveaux et un ensemble de 16 tentes sanitaires d'une capacité de 160 lits.

Sous le dur se trouve une zone de tri des malades atteints du Covid-19. Au total 140 lits sont dédiés aux cas légers, 40 lits aux soins intensifs et 20 lits aux cas admis en réanimation. Cet hô-



pital dispose, en plus, de zones de désinfection.

Cette structure, dotée d'équipements de pointe et de quantités suffisantes de médicaments nécessaires, peut, donc, accueillir jusqu'à 360 malades dans des conditions optimales de prise en charge, avec une attention spéciale à l'aspect de la réanimation, du fait que le Covid-19 entraîne des problèmes respiratoires pour les cas graves.

Dans ce site installé à l'entrée de Benslimane, non loin de la ville de Casablanca qui enregistre le plus grand nombre de contaminations, les militaires mobilisés pour cette opération, qu'ils soient officiers ou sous-officiers, femmes ou hommes, se sentent investis d'une mission nationale qu'ils comptent accomplir en toute abnégation. En privé, chacun d'entre eux a demandé à

la hiérarchie d'être en première ligne de la lutte contre le terrible virus.

"Sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, chef suprême et chef d'état-major général des Forces Armées Royales, les Forces Armées Royales dans leurs composantes ont procédé à la mise en oeuvre de cet hôpital militaire dans la région de Benslimane pour recevoir les cas du Covid-19, en soutien aux établissements hospitaliers nationaux", a souligné à la MAP le lieutenant-colonel Hicham Qachna, médecin chef de la structure.

Aucun aspect logistique n'a été négligé, puisque l'hôpital de campagne est également doté d'un laboratoire pour effectuer des analyses in situ, d'une pharmacie bien fournie et d'un groupe électrogène pour parer à toute coupure du courant.

Dans une sorte de répétition générale en prévision du jour J, on passe au crible l'ensemble du dispositif, on vérifie minutieusement les équipements et chacun prend ses repères pour s'adapter au mieux à la tâche qui lui a été confiée. Sur place, on confie fièrement que, si besoin est, l'hôpital est capable de prendre en charge 200 malades en un claquement de doigts.

En ces temps de crise sanitaire, les mesures d'hygiène et les réflexes de prévention sont scrupuleusement respectés par le personnel de l'hôpital, doté d'équipements appropriés pour ce genre de situation, tels les masques, les gants et les blouses de protection.

L'équipe médicale du 2ème Hôpital militaire de campagne Covid-19 est composée de 13 médecins: 3 réanimateurs, 2 urgentistes, un biologiste, un pharmacien et 6 généralistes formés

pour ces situations.

La personnel paramédical englobe 69 infirmiers et leurs assistants, auxquels s'ajoutent 39 soldats de soutien, dont deux cadres administratifs, et des éléments représentant les différentes inspections des Forces Armées Royales.

"Ils sont tous conscients de la responsabilité qui leur incombe et mobilisés pour accomplir leur devoir national, fidèles en cela à notre devise éternelle: Dieu, la Patrie, le Roi", a assuré le lieutenant-colonel Hicham Qachna.

En illustration de cet état d'esprit dans les faits, des femmes militaires, postées initialement dans des postes moins exposés, ont insisté pour qu'elles soient affectées aux premières lignes pour porter le fardeau à pied d'égalité avec leurs camarades masculins.



Les FAR en ordre de bataille pour épauler la médecine civile

Mobilisation générale contre le coronavirus dans la région de Marrakech-Safi

La Direction régionale de la santé met à contribution tous les moyens disponibles

La Direction régionale de la santé de Marrakech-Safi mobilise tous les moyens nécessaires pour enrayer la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a affirmé jeudi à Marrakech, la directrice régionale de la santé, Lamia Chakiri.

Dans ce sens, elle a mis en avant le degré élevé de la mobilisation collective au niveau de la région Marrakech-Safi et ce, depuis l'apparition du premier cas confirmé de contamination au coronavirus à Marrakech, faisant savoir que la Direction de la santé a mis en place, depuis le mois de février dernier, un plan régional de lutte contre cette pandémie, en coordination notamment avec la wilaya de la région.

Ce plan, a-t-elle expliqué à la MAP, comprend un volet relatif au renforcement du contrôle des points de passage notamment, au niveau de l'aéroport international Marrakech-Menara, et à la prévention et la prise en charge des cas contaminés au coronavirus (Covid-19), confiées au centre hospitalier Ibn Zohr, au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Mohammed VI, ainsi qu'aux autres infrastructures hospitalières au niveau des provinces de la région à savoir: Safi, Essaouira, El Kelaâ des Sraghna, Benguerir, Chichaoua et Al Haouz.

Cette feuille de route dédiée à la lutte contre la propagation du Covid-19 comporte, en outre, un volet dédié à la sensibilisation des populations et à l'en-

cadrement et la formation du personnel médical et paramédical, a-t-elle ajouté.

Lamia Chakiri a relevé que les cadres de la médecine militaire sont aussi mobilisés pour renforcer les centres hospitaliers en ressources humaines compétentes et ce, conformément aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, chef suprême et chef d'état-major général des Forces Armées Royales (FAR), pour prendre en charge tous les cas admis, afin de contenir la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). Et de poursuivre qu'une cellule de veille a été mise en place au niveau de la Direction régionale de la santé et travaille en permanence pour suivre de près la situation épidémiologique au niveau ré-

gional et répondre aux appels et sollicitations des populations locales, faisant savoir que cette cellule de veille oeuvre en étroite coordination avec la wilaya de la région Marrakech-Safi et les différents services concernés, dont le Bureau communal d'hygiène (BCH) afin d'enrayer la propagation de cette pandémie. Toujours dans le cadre de cette mobilisation collective, la Direction de la santé collabore également avec l'hôpital militaire de la cité ocre, l'Ordre régional des médecins, ainsi qu'avec des cliniques privées qui ont mis à la disposition de la Direction leur personnel et leurs infrastructures, a-t-elle indiqué.

Les établissements hôteliers et les agences de voyage se sont aussi joints à cet élan national de solidarité en mettant

à la disposition des autorités compétentes, les moyens de transport ainsi que des chambres pour transporter et héberger le personnel médical, s'est-elle félicitée.

Concernant la situation épidémiologique dans la région, Lamia Chakiri a indiqué que Marrakech-Safi a enregistré jusqu'à présent 127 cas confirmés de coronavirus, 8 décès, alors que 4 patients se sont rétablis, dont le premier cas contaminé au coronavirus enregistré à Marrakech, un ressortissant français.

A noter qu'une batterie de mesures préventives et proactives ont été adoptées à l'échelle nationale comme au plan régional par les autorités compétentes pour enrayer la propagation de la pandémie du coronavirus.

L'administration publique entre à petits pas dans l'ère du numérique



L'Agence de développement du digital (ADD) a pris, en coordination avec le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration -Département de la réforme de l'administration, un ensemble de mesures pour appuyer les administrations publiques dans l'adoption de solutions numériques, et ce en développant une série de services digitaux.

Les services qui ont été développés comprennent un portail du bureau d'ordre numérique des correspondances administratives, qui vise à permettre aux administrations et aux administrés de déposer leurs correspondances administratives à distance chez les

administrations concernées, en échange d'un accusé numérique de réception, indique une circulaire du ministère sur l'adoption des services numériques pour les correspondances administratives, afin d'assurer la continuité du travail administratif et de réduire l'échange de correspondances et de documents papier.

Il s'agit également d'un service électronique de correspondances administratives, qui permet aux administrations de gérer leurs courriers entrants et sortants, ainsi que ceux échangés entre leurs services internes, aux niveaux central et décentralisé, précise la circulaire, citant également le service "Parapheur électronique", qui permet, aux administrations impliquées, la dématérialisation des divers documents administratifs, la signature électronique et la gestion des workflows.

"Le gouvernement attache une grande importance au soutien de tous les efforts visant à utiliser et à exploiter les technologies de l'information et de la communication (TIC), d'où la nécessité de redoubler les efforts en vue d'ancrer la culture des transactions électroniques à tous les niveaux et de moderniser les services publics destinés aux citoyens et aux entreprises, ce qui se traduira sans aucun doute par l'amélioration de la qualité des services fournis par l'administration", poursuit la même source. Afin de soutenir les administrations publiques dans leur transformation numérique, un groupe de travail, composé de représentants de l'ADD et du Département de la Réforme de l'ad-

ministration, a été créé pour les accompagner dans l'adoption de différentes solutions numériques, indique la circulaire, notant que cette équipe va organiser des ateliers virtuels pour présenter les solutions développées par l'Agence.

Pour bénéficier des services numériques des correspondances administratives précitées, la circulaire a appelé les administrations publiques à contacter l'ADD par email : assistance.egov@add.gov.ma.

Le ministre a appelé à généraliser la diffusion de cette circulaire auprès des divers services, aussi bien au niveau central, que régional et provincial, exhortant tous les départements gouvernementaux et les organismes concernés à œuvrer, en coordination avec le Département de la Réforme de l'administration et l'ADD, pour adopter ces solutions numériques et s'y engager pour atteindre les objectifs escomptés.

Il a, dans ce contexte, souligné l'importance de cette approche qui est censée améliorer les performances de l'administration et assurer la continuité du travail administratif au cours de cette conjoncture exceptionnelle liée à la pandémie de nouveau coronavirus. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement de la transformation digitale des administrations publiques, et ce conformément aux mesures préventives préconisées par le gouvernement pour circonscrire la propagation de Covid-19 parmi le personnel des établissements publics et les usagers, surtout que les échanges de documents papier

constituent un facteur de risque de propagation du virus, d'où la nécessité de l'adoption de solutions numériques.

Elles s'inscrivent également dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental relatif à la réforme de l'administration et l'amélioration de la

qualité des services publics et son rapprochement du citoyen, précise la même source, faisant savoir que le gouvernement continuera de soutenir tous les efforts visant à exploiter et à utiliser les TIC afin d'améliorer la performance, l'efficacité et l'efficience du service public.

Le digital en rond de cuir

L'Agence de développement du digital (ADD) a lancé plusieurs initiatives digitales afin de favoriser et faciliter le travail à distance au sein des administrations marocaines, indique un communiqué de l'Agence.

La première initiative est le bureau d'ordre digital qui est une plateforme de digitalisation du bureau d'ordre, permettant aux administrations et organismes publics de créer des bureaux d'ordre digitaux, en vue de gérer électroniquement les flux des courriers entrants et sortants.

Les citoyens, entreprises, administrations et organismes publics pourront ainsi déposer leurs courriers aux administrations concernées avec un accusé de réception, relève la même source qui note que le portail du bureau d'ordre digital est accessible à partir du lien internet suivant : <https://courrier.gov.ma/virtualbo/>.

La deuxième initiative concerne le guichet électronique des courriers qui permet l'automatisation du processus de traitement des courriers au sein d'une administration donnée.

En effet, cette solution intègre des fonctionnalités permettant aux agents de l'administration de traiter et suivre les courriers entrants et sortants via des workflows d'affectation et de validation. Le portail du guichet électronique des courriers est accessible à partir du lien internet suivant : <https://courrier.gov.ma>

Il s'agit, également, d'un parapheur électronique permettant une dématérialisation complète de flux documentaires nécessitant une valeur probatoire. Celui-ci, précise le communiqué, intègre de nouvelles fonctionnalités notamment la gestion des workflows métiers (gestion des ressources humaines, achat et logistique, communication interne, ...) ainsi que la signature électronique des documents administratifs.

Le portail du parapheur électronique est accessible à partir du lien internet suivant : <https://courrier.gov.ma/parapheur/>

A ce jour, six ministères, cinq collectivités territoriales et cinq établissements et entreprises publics ont adhéré au Parapheur électronique.

L'ensemble des solutions digitales développées par l'ADD respectent les normes de sécurité en vigueur. L'Agence a mis en place un dispositif d'assistance pour accompagner les administrations dans le déploiement de ces solutions (assistance.egov@add.gov.ma), conclut le communiqué.



Seuls six ministères ont adhéré au Parapheur électronique



La barre du million de personnes infectées par le nouveau Coronavirus est franchie



Plus d'un million de personnes ont désormais été testées positives au nouveau coronavirus dans le monde, une fraction du nombre réel de malades, et le nombre de décès explose aux Etats-Unis, où près de 1.200 personnes sont décédées en 24 heures, du jamais vu dans un seul pays.

Victimes collatérales de la pandémie, les économies et les travailleurs, comme le montre un autre chiffre dramatique: en une semaine, 6,6 millions d'Américains ont perdu leur emploi. Soumise à des mesures de confinement parfois extrêmement strictes, la moitié de l'humanité est à l'arrêt.

Selon le dernier comptage de l'AFP, au moins 1.000.036 cas ont été détectés dans 188 pays et territoires. Mais le nombre de cas diagnostiqués ne reflète qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas graves.

La maladie a désormais tué au moins 52.000 personnes dans le monde, et le Covid-19, dont certains responsables minimisaient encore récemment l'importance, s'est souvent révélé une maladie épouvantable.

Guéris, d'anciens malades racontent leur peur de mourir. Javier Lara, espagnol de 29 ans, "sportif et non fumeur" s'est retrouvé "en soins intensifs et sous oxygène" à l'hôpital: Aux soignants, "je demandais: "Je vais mourir? M'en remettre? Ils me disaient: +Nous ne le savons pas, ce virus est nouveau+".

D'autres, comme Diana Berrent, à New York, fait tester son plasma, pour savoir s'il contient après la maladie suffisamment d'anticorps pour contribuer aux études sur un possible traitement contre le Covid-19.

"Nous, les rescapés, nous pouvons aider", espère cette énergique

photographe américaine de 45 ans, "on pourrait être des super héros".

Car si l'Europe reste le continent le plus touché, les Etats-Unis sont en passe de devenir le nouvel épicode de la pandémie.

Le pays a enregistré le niveau record de 1.169 morts en 24 heures, une hausse énorme d'un tiers par rapport au comptage de la veille (884), selon le comptage de l'université américaine Johns Hopkins, qui fait référence.

En chiffres absolus, c'est le bilan sur 24 heures le plus élevé jamais enregistré dans un pays depuis le début de la pandémie. L'Italie - qui reste le pays le plus endeuillé au monde - a toutefois frôlé le millier de morts (969) le 27 mars avec une population cinq fois moins nombreuse que celle des Etats-Unis.

Au total, 5.926 personnes sont décédées depuis le début de la pandémie aux Etats-Unis, où la Maison Blanche estime que le nouveau coronavirus devrait faire entre 100.000 et 240.000 morts.

Peur de la maladie, confinement, perte d'emploi: le contexte très perturbant a des conséquences psychologiques dans le pays, où s'envolent les demandes de consultation auprès des professionnels de santé mentales et appels aux lignes téléphoniques de prévention des suicides.

Dans la ville de New York, qui compte déjà plus de 1.500 morts, les personnels médicaux demandent des équipements de protection, comme auparavant en Italie, en Espagne ou en France.

Malgré les mesures de confinement, les bilans ne cessent de s'alourdir ailleurs également: près de 14.000 morts en Italie, où le plus grand crématorium de Milan a fermé ses portes, débordé par l'afflux de corps et où, à Bergame, ville la plus touchée du pays,

des corps ont été transportés par camions militaires vers d'autres régions pour être incinérés.

L'Espagne a annoncé vendredi déplorer plus de 900 décès en 24 heures pour le deuxième jour consécutif et le pays qui compte désormais plus de 10.000 décès. En France, le bilan est désormais de 5.300 morts, dont près de 900 dans des maisons de retraite.

Chacun de ces quatre pays a enregistré largement plus de morts que la Chine continentale (3.318), où est apparue l'épidémie, suscitant de forts soupçons sur l'authenticité des chiffres chinois. Pékin a menti en la sous-évaluant largement, affirme ainsi un rapport confidentiel du renseignement américain, cité par plusieurs parlementaires.

L'inquiétude est grande notamment des camps de réfugiés ou de déplacés, en Afrique, continent pour

l'heure relativement épargné, mais aussi en Europe.

Dans la "jungle" de Moria sur l'île grecque de Lesbos, des milliers de réfugiés se bousculent sans précaution devant toilettes et douches. "A quoi ça sert de porter un masque alors que je partage les mêmes toilettes que 100 autres personnes?", se désole Hasmad de Kaboul.

Dans le camp de Bakassi dans le nord-est du Nigeria, on fait en revanche la queue autour de lavabos en plastique installés à la hâte pour tenter de sensibiliser les habitants de l'un des plus grands camps de déplacés du conflit de Boko Haram, où aucun cas n'a été enregistré.

Mais travailleurs humanitaires et autorités locales ont prévenu que si le virus venait à frapper les quelque 2 millions de déplacés dans la région du lac Tchad, où les conditions sanitaires et médicales sont déplorables, l'épidémie serait catastrophique. Les conséquences économiques et sociales de la pandémie sont également désastreuses.

L'activité du secteur privé dans la zone euro a chuté en mars à son plus bas niveau historique, selon le cabinet d'information économique Markit.

L'Espagne a enregistré en mars plus de 300.000 nouveaux demandeurs d'emploi.

Aux Etats-Unis, 6,6 millions de personnes supplémentaires ont demandé une allocation chômage, le double de la semaine précédente, qui était déjà un chiffre record.

La compagnie aérienne britannique British Airways a placé 28.000 salariés, soit 60% de ses effectifs, en chômage partiel.

Le gouvernement italien, sous pression pour lever les mesures de confinement et relancer l'économie, est face au choix "horrible" de "mettre

l'économie en stand-by ou mettre en danger la vie de nombreuses personnes", selon l'Américain Paul Romer, prix Nobel 2018 d'économie.

Après les excuses de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen qui a regretté qu'"aujourd'hui, l'Europe se mobilise aux côtés de l'Italie. Mais cela n'a pas toujours été le cas", le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte a appelé l'UE à être plus "ambitieuse, unie et courageuse".

Mme von der Leyen s'est dite convaincue vendredi que l'UE sortirait "plus forte" de la crise sanitaire, malgré les interrogations actuelles sur la solidarité entre les 27.

La Commission européenne a proposé de créer un instrument pour garantir jusqu'à 100 milliards d'euros les plans nationaux de soutien à l'emploi.

Et la Banque mondiale s'est dite prête à mettre sur la table jusqu'à 160 milliards de dollars sur les 15 prochains mois pour aider les pays à répondre aux conséquences sanitaires immédiates de la pandémie et soutenir la reprise économique.

L'Assemblée générale de l'ONU a approuvé jeudi par consensus une première résolution depuis le début de la pandémie, appelant à la "coopération internationale" pour combattre le Covid-19.

Mais la compétition sans pitié entre Etats, notamment occidentaux, qui font fi des règles de fair-play, dans la course aux masques médicaux, principalement produits en Asie, montrent l'inverse: des responsables français ont accusé des Américains d'avoir "surenchéri" sur des acheteurs français sur le tarmac d'un aéroport chinois, la France et la Tchèque sont soupçonnées d'avoir saisi des cartons destinés à d'autres...



La maladie a désormais tué au moins 52.000 personnes dans le monde

Retour à la prudence sur les marchés mondiaux

Après une séance en dents de scie jeudi, où ils ont été ballotés entre l'explosion des nouvelles inscriptions au chômage aux Etats-Unis et l'envolée des prix du pétrole, les marchés boursiers étaient sur la défensive vendredi matin, avant de nouveaux chiffres sur l'emploi américain.

Dans le sillage des Bourses asiatiques, qui ont terminé dans le rouge en Chine tandis que Tokyo a fini stable, les principales places européennes ont démarré en repli.

Vers 11H00 (09H00 GMT), Paris lâchait ainsi 0,89%, Francfort 0,48%, et Londres reculait de 1,05%. Milan perdait pour sa part 1,54% tandis que Madrid était à l'équilibre (+0,01%) après la publication d'un nouveau baromètre inquiétant sur les perspectives économiques en Europe.

L'activité du secteur privé dans la zone euro a chuté en mars à son plus bas niveau historique, selon une deuxième estimation de l'indice PMI composite publiée vendredi par le cabinet Markit. L'indice s'affiche à 29,7 points, contre 31,4 points lors de la première estimation fin mars, et 51,6 points en février.

L'activité dans les services en Chine s'est de son côté de nouveau contractée en mars, selon un indice indépendant publié vendredi.

"Les marchés asiatiques n'ont pas été en mesure de tirer parti des rebonds" enregistrés jeudi des deux côtés de l'Atlantique, "en grande partie en raison d'un certain scepticisme" quant aux annonces faites par Donald Trump sur une réduction de la production de pétrole, note Michael Hewson, un analyste de CMC Markets.

Jeudi, les cours du pétrole ont enregistré la plus forte hausse de leur histoire, flambant de plus de 20% après des tweets du président améri-

cain promettant une réduction d'environ 10 millions de barils de la production russe et saoudienne pour rééquilibrer le marché de l'or noir.

Mais des doutes émergeaient toutefois quant à une fin effective de la guerre des prix entre Ryad et Moscou, le Kremlin ayant démenti avoir eu une conversation avec le prince héritier d'Arabie saoudite à ce sujet tandis que plusieurs analystes jugeaient irréalistes les promesses de réduction avancées.

Cela n'empêchait pas les cours du brut de poursuivre leur progression vendredi, confortés par l'annonce d'une réunion exceptionnelle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) par

vidéoconférence lundi.

"En cette dernière séance de la semaine, la prudence devrait encore dominer", souligne Tangi Le Liboux, un stratège du courtier Aurel BGC.

Ce dernier en veut pour preuve "la reprise haussière du dollar depuis quelques jours, qui est un indicateur du risque".

Ainsi vers 10H50 (08H50 GMT), l'euro perdait 0,53% face au billet vert, à 1,0799 dollar.

Le marché de la dette conservait quant à lui son calme, évoluant sans grand changement.

"Les marchés sont toujours à la recherche d'une visibilité accrue", selon M. Le Liboux, alors qu'à "chaque semaine de confinement qui

passé, la facture de la crise enfle".

"Or de nombreux pays européens, ainsi que les Etats-Unis, sont encore loin de pouvoir lancer la phase de déconfinement. Plus elle sera tardive, plus la reprise économique sera laborieuse", avance M. Le Liboux.

La Banque mondiale s'est dite prête jeudi à dépenser jusqu'à 160 milliards de dollars au cours des 15 prochains mois pour aider les pays à répondre aux conséquences sanitaires immédiates de la pandémie et soutenir la reprise économique.

Le monde a franchi le cap du million de personnes testées positives au coronavirus tandis que les décès dus à la pandémie dépassent les

50.000. L'Europe est le continent le plus touché, mais les Etats-Unis sont en passe de devenir le nouvel épice de la pandémie, avec un quart des cas enregistrés.

Dans ce contexte, le rapport sur l'emploi américain de mars, publié à hier en début d'après-midi, devait focaliser l'attention du marché vendredi, au lendemain du chiffre record (plus de 6,6 millions) des demandes hebdomadaires d'allocations chômage.

Même si, prévient Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo Banque, "les enquêtes du département du Travail ont eu lieu (...) avant que l'impact du Covid-19 ne soit réellement visible".



Le coût de la pandémie pourrait dépasser 4.000 mds USD



L'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie mondiale pourrait atteindre de 2.000 milliards à 4.100 milliards de dollars, soit 2,3% à 4,8% du PIB mondial, affirme vendredi dans un communiqué la Banque asiatique de développement (ADB).

Cette estimation pourrait être sous-évaluée notamment car elle ne prend pas en compte "d'éventuelles crises sociales et financières ainsi que les effets à long terme sur les systèmes de santé et d'éducation" de la pandémie, selon l'organisation basée à Manille.

Le cap du million de personnes testées positives au coronavirus dans le monde a été franchi jeudi et le nombre de décès a dépassé les

52.000.

Selon l'ADB, la croissance en Asie devrait s'élever à 2,2% cette année, soit son rythme le plus lent depuis 1998. Cette année-là, elle n'avait pas dépassé 1,7% en raison de la crise financière asiatique.

"Personne ne peut prédire l'ampleur de la propagation de la pandémie de Covid ni sa durée", a souligné Yasuyuki Sawada, responsable économiste au sein de la Banque asiatique de développement (ADB).

"La possibilité d'une grave crise financière ne peut être exclue", a-t-il ajouté.

Ces prévisions tablent sur le fait que l'épidémie de coronavirus sera maîtrisée cette année et sur un retour à la normale en 2021.

Cependant, un rebond de l'épidémie n'est pas exclu et son niveau de gravité demeure inconnu.

"Les résultats peuvent être pires que prévu et la croissance pourrait ne pas s'en remettre aussi vite", a prévenu la Banque.

La croissance en Chine, la première économie asiatique, pourrait ralentir de 2,3% cette année contre 6,1% en 2019, avant de rebondir en 2021.

"L'épidémie a provoqué un choc au niveau de la demande car les gens sont restés chez eux. C'est devenu un choc de l'offre, car les entreprises ont souffert de pénuries de main-d'œuvre... et de matériaux, car les chaînes d'approvisionnement se sont effondrées", a affirmé l'ADB.

Le vaccin de la tuberculose, possible bouclier pour les soignants



Le bon vieux BCG pourrait-il préserver les soignants du Covid-19? Alors que le développement d'un vaccin dirigé spécifiquement contre le coronavirus prendra encore des mois, plusieurs études vérifient les possibles effets protecteurs du vaccin contre la tuberculose.

"On sait depuis des dizaines d'années que le BCG a des effets bénéfiques non spécifiques", c'est-à-dire qu'il protège contre d'autres maladies que celle pour laquelle il a été créé, la tuberculose, explique à l'AFP Camille Loch, directeur de recherche Inserm à l'Institut Pasteur de Lille.

Les enfants vaccinés par le BCG souffrent moins d'autres maladies respiratoires, on l'utilise pour traiter certains cancers de la vessie et il pourrait protéger contre l'asthme et des maladies auto-immunes comme le diabète de type 1.

L'hypothèse est que le vaccin contre la tuberculose pourrait avoir un effet similaire contre le coronavirus, soit en diminuant le risque d'être infecté, soit en limitant la gravité des symptômes.

Les professionnels de santé sont "la première cible qui doit bénéficier de cette approche", juge Camille Loch, qui finalise le protocole d'un essai clinique pour la France, car ils font partie "des personnes les plus à risque de dé-

velopper la maladie" et il faut les protéger en priorité.

Les chercheurs restent toutefois prudents avant d'affirmer que le BCG a un effet bouclier contre le coronavirus.

"C'est précisément la raison d'être de cette recherche", insiste Mihai Netea, professeur de médecine expérimentale au Centre médical de l'université Radboud (Nimègue), qui a annoncé il y a deux semaines le lancement d'un essai clinique avec l'université d'Utrecht, portant sur 1.000 professionnels de santé (500 recevront le vaccin et 500, un placebo).

"S'il y a moins de monde dans le groupe vacciné par le BCG qui doit cesser le travail à cause de la maladie, ce sera un résultat encourageant", ajoute ce spécialiste reconnu de l'"immunité entraînée".

Ce concept récent illustre la découverte que notre système immunitaire acquis (celui qui développe des anticorps) n'est pas le seul à avoir une mémoire. Notre système immunitaire inné peut lui aussi être préparé à mieux combattre les agressions, grâce notamment aux vaccins vivants atténués, comme le BCG ou la rougeole.

Or dans le cas du Covid-19, outre l'infection par le virus, il se produit dans les formes graves une réponse immunitaire exces-

sive, avec la production incontrôlée de protéines pro-inflammatoires, les cytokines.

"La vaccination, en particulier contre le BCG, pourrait aider à mieux orchestrer cette réponse immunitaire inflammatoire", explique Laurent Lagrost, directeur de recherche Inserm qui travaille sur ces liens entre inflammation et système immunitaire.

Le vaccin agit comme un



Le vaccin agit comme un exercice militaire en temps de paix pour combattre l'ennemi efficacement en temps de guerre

"exercice militaire en temps de paix" pour "combattre l'ennemi efficacement en temps de guerre", soulignait-il mardi, interrogé par BFMTV.

En Australie, une équipe de chercheurs de l'Institut Murdoch à Melbourne a également lancé un vaste essai incluant 4.000 soignants dans les hôpitaux du pays.

"Nous espérons voir une réduction dans la fréquence et la gravité des symptômes du Covid-19 des personnels soignants ayant été vaccinés avec le BCG", a expliqué le chef de cette équipe de chercheurs, Nigel Curtis.

En France, où le BCG était obligatoire jusqu'en 2007, "la plupart des participants à l'étude auront déjà eu une première vaccination", mais l'effet protecteur de celle-ci diminue avec le temps, observe Camille Loch.

Ce microbiologiste veut harmoniser les critères de l'étude avec celle prévue dans quatre hôpitaux espagnols, pour pouvoir mieux comparer leurs résultats.

En Espagne, les chercheurs voudraient utiliser non pas le BCG, mais un nouveau vaccin développé par la biotech galicienne Biofabri.

Ce candidat-vaccin, dont l'innocuité a déjà été démontrée, devrait offrir "une meilleure protection", explique à l'AFP Carlos Martin, professeur de microbiologie à l'université de

Saragosse, parce qu'il est "développé à partir d'une souche isolée chez les humains" alors que "le BCG est préparé à partir d'une souche de la bactérie qui infecte les bovins", et parce que deux gènes très importants pour la virulence de la tuberculose y ont été désactivés, ce qui le rend plus protecteur.

Autre avantage: fabriqué en Europe, il serait rapidement disponible, alors que le BCG souffre de fortes tensions d'approvisionnement et que s'en servir pour des adultes atteints de Covid-19 pourrait en priver des enfants dans des pays où la tuberculose est encore endémique.

En Allemagne, l'Institut Max-Planck de biologie infectieuse (Berlin) prépare lui aussi un essai avec un candidat-vaccin génétiquement modifié, développé par le laboratoire Serum Institute of India.

"En parallèle" de ces pays, il y a "une réflexion autour d'un déploiement en Afrique" d'essais cliniques comparables, a annoncé jeudi l'Inserm.

Cela devrait se faire dans le cadre de l'appel d'offres lancé mercredi par l'Agence nationale de recherche sur le VIH et les hépatites virales (ANRS) "pour soutenir en urgence la recherche sur le COVID-19 dans les pays à ressources limitées", précise Camille Loch.

Salafin affiche une hausse de 2,6% de son résultat net

Le résultat net de Salafin, société marocaine de crédit à la consommation, filiale de BMCE, s'est établi à 130 millions de dirhams (MDH) au titre de l'exercice 2019, en progression de 2,6% par rapport à 2018.

Salafin est parvenue à maintenir sa capacité bénéficiaire en dégageant un résultat net de 130 MDH à fin 2019 contre 127 MDH une année auparavant, indique la société dans un communiqué financier. Dans un contexte sectoriel fortement concurrentiel, le résultat courant s'est, de son côté, chiffré à 206 MDH, en hausse de 14%, relève la même source.

En effet, rapporte la MAP, Salafin a pu maintenir en 2019 un niveau de rentabilité satisfaisant avec un ROE de 18,7%, compte tenu d'un ratio de solvabilité élevé de 21,1%, gage de solidité financière de la société, selon le communiqué. A fin décembre 2019, le produit net bancaire (PNB) 2019 a atteint 422 MDH, en baisse de 6,2% comparativement à l'exercice 2018, fait savoir Salafin, notant que la baisse du PNB est principalement liée à la variation moyenne de près de -6,7% de la marge d'intérêt et des résultats LOA (location longue durée).

Et de poursuivre que l'encours financier moyen 2019 s'est établi à 3695 MDH, en baisse de 2,9% par rapport à 2018, ajoutant que cette baisse est tirée principalement par le recul de 4,8% des encours des opérations de location avec option d'achat (arrêt de la LOA gratuite).

La société fait également remarquer que les dotations aux provisions pour dépréciation des comptes clients à fin 2019 présentent un solde de 82 MDH en diminution de 32,7% par rapport à l'exercice 2018 (119 MDH, dont près de 17 MDH liés à l'harmonisation des règles de provisions de la société absorbée).

Le re-engineering des processus de gestion et de monitoring du recouvrement et du contentieux et l'intensification des actions de ces activités en 2019 ont contribué à l'amélioration du coût du risque qui s'établit ainsi à 2,2% en amélioration de 100 bps par rapport à l'exercice 2018, précise Salafin.

Et de conclure que l'année 2019 a été caractérisée par le démarrage effectif et le lancement, dès le début de l'année, des chantiers structurants relatifs à la réalisation opérationnelle de la fusion-absorption de la société Tasliff par Salafin, décidée par l'assemblée générale du 31/12/2018. Ces chantiers ont considérablement mobilisé les ressources de Salafin et ont concerné l'ensemble des domaines d'activité de la société, en particulier les domaines systèmes d'information, ressources humaines, organisation, commercial, risque et finance.

Allégement du déficit du compte courant



Les échanges commerciaux de marchandises ont enregistré un accroissement tant au niveau des importations qu'au niveau des exportations qu'au même titre à fin décembre 2019, a récemment annoncé l'Office des changes.

D'après les indicateurs des échanges extérieurs à fin décembre 2019, les importations ont enregistré un accroissement de 2% ou +9,8 Mds DH. Elles ont ainsi atteint une valeur de 491,2 milliards de dirhams au titre de l'année écoulée contre 481,4 Mds DH une année auparavant.

Les exportations ont, de leur côté, affiché une progression de 2,4% ou +6,6Mds DH, enregistrant une valeur de 282,1 Mds DH à fin 2019 contre 275,4 Mds DH à fin 2018, a relevé l'établissement public à caractère administratif.

L'Office dont les missions consistent en la réglementation et le contrôle des opérations de change et la publication des statistiques des échanges extérieurs en déduit que le déficit commercial a atteint 209,2 Mds DH au lieu de 206 Mds DH à fin 2018 et le taux de couverture a gagné 0,2 point se situant à 57,4%.

A noter qu'au niveau du compte courant, les indicateurs montrent que les résultats de la balance des paiements au titre de la même année « font ressortir un allégement du déficit du compte des transactions courantes de 19% se situant à 47,3 Mds DH contre -

58,4 Mds DH pour l'année 2018 », a-t-il souligné dans un communiqué.

A en croire l'Office, cette évolution est due à « l'amélioration de l'excédent des services de 12,1 Mds DH et à l'allégement du solde du revenu primaire de 1,1 Md DH et ce, en dépit de l'aggravation du déficit au titre des échanges de biens (-2,2 Mds DH) ». Et d'ajouter que l'excédent du revenu secondaire est demeuré stable d'une année à l'autre.

En conséquence, les analystes de l'Office des changes ont noté que « le compte des transactions courantes s'est soldé par un déficit de 47,3 Mds DH, en baisse de 19% ou de 11,1 Mds DH », précisant que ce déficit est financé par les flux nets au titre des investissements directs et de portefeuille ainsi que les autres investissements.

Commentant l'évolution des indicateurs au niveau des investissements internationaux, l'Office a relevé qu'à fin décembre dernier, « la position extérieure globale, qui reflète la situation patrimoniale de l'économie marocaine vis-à-vis du reste du monde, fait ressortir une

situation nette débitrice de 765,1Mds DH contre -754,5Mds DH à fin septembre 2019 ».

Cette variation est attribuée à la hausse des encours des engagements financiers (+33,3Mds DH) plus importante que celle des encours des avoirs financiers (+22,7Mds DH), a-t-on expliqué dans son communiqué.

« La hausse des engagements financiers est conséquente de l'augmentation de l'encours de toutes les catégories afférentes à ces engagements : +13,8Mds DH pour la composante « autres investissements », +9,9Mds DH pour les investissements directs étrangers au Maroc et +9,7Mds DH pour les investissements de portefeuille », a fait savoir l'Office des changes.

Quant à l'accroissement de l'encours des avoirs financiers, la même source l'explique principalement par l'augmentation de 13,2Mds DH des avoirs de réserve et la hausse de 6,4Mds DH de l'encours de la composante « autres investissements » et de 3,4 Mds DH de l'encours des investissements directs marocains à l'étranger.

Alain Bouithy

“ Evolution des principaux indicateurs des échanges extérieurs à fin décembre 2019

CFG Bank affiche une hausse de 42% de son PNB

Le produit net bancaire consolidé (PNB) de CFG Bank s'est établi à 227 millions de dirhams (MDH) au 31 décembre 2019, en progression de 42% par rapport à 2018. Cette hausse du PNB a été tirée à la fois par la forte croissance des activités de la banque commerciale, notamment l'évolution rapide des encours de crédits et de dépôts, ainsi que l'évolution favorable des activités de la banque d'affaires, annonce la banque dans un communiqué sur ses résultats annuels 2019.

En effet, l'encours des crédits a enregistré une croissance de 57% à plus de 3,91 milliards de dirhams (MMDH), dont les crédits Retail et banque privée représentent 57% contre 43% pour les entreprises, indique le communiqué, ajoutant que les dépôts de la clientèle ont cru, quant à eux, de 36%, soit une collecte nette de 1,5 MMDH pour s'établir au 31 décembre 2019

à 5,69 MMDH, avec une nette amélioration de la quote-part des dépôts à vue.

Au volet des faits ayant marqué l'année 2019, le communiqué cite l'ouverture de 2 nouvelles agences, portant ainsi le réseau d'agence de CFG Bank à 17 agences et 78 automates bancaires de dernière génération.

L'année 2019 a été marquée également, selon la même source, par la poursuite des innovations technologiques et de la digitalisation des services bancaires à destination de la clientèle, avec notamment le lancement de la dotation touristique totalement digitalisée. S'agissant des perspectives, le communiqué fait savoir que la feuille de route pluriannuelle de la banque prévoit un "horizon d'introduction à la Bourse de Casablanca dans les 4 prochaines années".

Zalar Holding apporte 7 MDH au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie

Le leader du secteur avicole marocain, Zalar Holding, a annoncé, mardi, sa contribution de 7 millions de dirhams (MDH), à travers certaines de ses filiales, au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). Dans un communiqué, Zalar Holding indique avoir adopté plusieurs actions de soutien de la politique nationale de solidarité face à cette pandémie, soulignant que ces initiatives s'inscrivent dans l'élan de mobilisation et de valeur citoyenne de l'Etat, sur Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI.

Le Souverain avait donné ses Hautes instructions au gouvernement pour procéder à la création immédiate d'un Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus, doté 10 milliards de dirhams.

Le Fonds sera réservé à la prise en charge des dépenses de mise à niveau du dispositif médical, en termes d'infrastructures adaptées et de moyens supplémentaires à acquérir, dans l'urgence, ainsi qu'au soutien de l'économie nationale, à travers une batterie de mesures qui seront proposées par le gouvernement.

L'approvisionnement du pays en céréales et légumineuses se déroule dans de bonnes conditions

La production agricole se poursuit normalement en respect total du calendrier préétabli, permettant un approvisionnement durable et en quantités suffisantes du marché, et en produits agricoles et alimentaires, indique jeudi le ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts.

Dans le cadre du suivi quotidien de la situation du marché à l'échelle de toutes les régions du Royaume et dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire décrété dans notre pays pour lutter contre le Covid-19, l'activité et la production agricoles se poursuivent normalement en termes de récolte et de nouvelles plantations, assure le ministère dans un communiqué.

Les opérateurs du secteur au niveau des maillons de production, de conditionnement, de transformation et de distribution maintiennent une cadence normale de leur activité, souligne le ministère, relevant que les prix de certains produits alimentaires qui ont connu des hausses ponctuelles retournent à la normale, tandis que ceux des produits agroalimentaires de grande consommation demeurent stables, rapporte la MAP.

Les assolements mis en place pendant la saison hivernale et en particulier pour les légumes de grande consommation (tomate, oignon et pomme de terre), dont la production est en cours, permettront de couvrir largement les besoins de consommation en ces produits pendant les mois d'avril et mai, poursuit le communiqué.

Les semis des cultures de printemps se déroulent normalement et les réalisations à fin mars ont atteint globalement 50% du programme établi, le reste sera semé pendant le mois d'avril, ajoute-t-on, faisant savoir que la production attendue des semis de printemps et ceux d'été devra couvrir largement les besoins de consommation en ces produits pour la période juin-décembre 2020.

L'approvisionnement du pays en céréales et légumineuses se déroule dans de bonnes conditions et les mesures prises en collaboration avec les opérateurs du secteur ont permis de sécuriser l'approvisionnement du pays et de répondre aux besoins, selon la même source, notant que les importations de céréales et légumineuses ont renforcé les stocks et permis de les maintenir continuellement afin d'assurer une couver-



ture de 3 à 4 mois selon le produit, particulièrement pour les blés, maïs, orge et légumineuses. Le ministère note, en outre, que l'accroissement conjoncturel de la demande des consommateurs en ces produits, particulièrement en farines et semoules, est largement satisfait grâce à l'augmentation des niveaux d'écrasement par les industriels, soulignant que les minoteries ont répondu rapidement à la demande en rehaussant leur rythme de fonctionnement et de distribution.

Par ailleurs, le ministère relève que l'état sanitaire du cheptel national est bon et qu'un suivi de proximité est assuré sur l'ensemble du territoire par les services provinciaux et préfectoraux de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) avec

l'appui des médecins vétérinaires privés. Quant à l'opération de vaccination qui a été lancée au mois de janvier, elle se poursuit pour couvrir la totalité des cheptels bovin, ovin, caprin et camelin.

A cet égard, le ministère fait état de la mise en place d'un programme de sauvegarde du cheptel consistant en la distribution de 2,5 millions de quintaux d'orge subventionné au profit des éleveurs, pour un prix fixe de 2dh/kg, pour pallier le déficit pluviométrique très important qui réduit l'apport des parcours de jachère et des cultures fourragères pour couvrir les besoins alimentaires du cheptel national.

L'opération de distribution a commencé depuis le 29 mars et se déroule dans des conditions conformes de res-

pect des mesures de protection sanitaire tant au niveau du transport que de remise des bords d'enlèvement et de livraison aux éleveurs, indique le ministère, notant qu'une organisation dédiée reposant sur un système d'information a été mise en place, mobilisant des commissions centrales et locales des services du ministère et des autorités locales.

Les services centraux et régionaux du ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts restent mobilisés en permanence pour accompagner les professionnels et pour répondre aux besoins des consommateurs, dans le respect des mesures d'hygiène et de protection sanitaires individuelles et collectives, conclut le communiqué.

“
Des mesures ont été prises pour renforcer la production agricole et assurer des stocks confortables de denrées alimentaires

BAM et le GBPM ont pris des mesures pertinentes face à la pandémie

Les mesures déployées par Bank Al-Maghrib (BAM) et le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM) afin de faire face aux effets économiques du Covid-19, sont pragmatiques, justes et pertinentes, a souligné l'économiste et spécialiste de la politique de change, Omar Bakkou.

"Afin de faire face aux impacts économiques du Covid-19, des mesures importantes en matière de politique de financement de l'économie nationale ont été mises en œuvre par BAM et le GPBM. Cet arsenal de mesures, qui concernent les deux chaînes de valeur du financement bancaire de l'économie, à savoir le refinancement des banques auprès de BAM et la distribution des crédits par les banques aux entreprises et aux mé-

nages, est "pragmatique, juste et pertinent", a indiqué Omar Bakkou, dans une interview accordée à la MAP.

"Il est juste car les facultés de remboursement des emprunteurs ont été sérieusement impactées pour des raisons de force majeure indépendantes de leur volonté, et pertinentes puisqu'il s'agit d'un soutien financier accordé par le secteur bancaire à la population active marocaine et au secteur productif national, ce qui va leur permettre, d'une part, de mieux supporter le choc dû à cette perte provisoire d'activité et, d'autre part, de soutenir l'effort du gouvernement visant à assurer le confinement d'une partie importante de la population marocaine", a expliqué M. Bakkou.

En outre, ces mesures sont pragmatiques car s'agissant, par exemple, du report des

échéances des crédits, ces dernières risquent de ne pas être remboursées durant cette période, du fait que la majorité des personnes les ayant contractées (plus de 80%) opèrent dans le secteur privé", a-t-il poursuivi, notant que ce dernier est presque à l'arrêt en ce moment, ce qui a impacté fortement la baisse des revenus et les salaires des personnes concernées".

Rappelant que Bank Al Maghrib a mis en place un ensemble de mesures susceptibles de faciliter le refinancement des banques, notamment la possibilité d'utilisation de l'ensemble des instruments de refinancement disponibles en dirham et en devise, et l'extension à un très large éventail de titres et effets acceptés par la banque centrale en contrepartie des refinancements accordés aux banques, ainsi que l'al-

longement de la durée de ces refinancements. Le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM) avait annoncé, quant à lui, l'opérationnalisation, dès le 30 mars, des mesures prises par les banques dans le cadre du Comité de veille économique (CVE) pour le soutien et l'appui aux ménages et aux entreprises directement touchés par les conséquences de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Ces mesures consistent en un report, sur demande, des échéances des crédits amortissables et de leasing jusqu'au 30 juin 2020 sans frais ni pénalités de retard pour les ménages et les entreprises directement impactés par le Covid-19 et la mise en place de lignes de crédit additionnelles de fonctionnement pour les entreprises impactées par ce virus.

Les séries du ramadan à l'arrêt à cause du coronavirus

Episodes inachevés et plateaux de tournage désertés: à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, les producteurs de la région MENA ont du mal à mettre en boîte leurs célèbres séries télévisées du ramadan. Parce que les pays de la région ont pris des mesures parfois drastiques pour freiner la propagation de la maladie de Covid-19, de nombreux studios ont dû interrompre leur tournage. Mais avec un public confiné à la maison, la demande en divertissement risque d'aller croissante à l'approche du ramadan, qui doit commencer cette année la dernière semaine d'avril. Ce mois de jeûne religieux est l'occasion pour de nombreuses productions d'inonder les écrans de télévisions, mais aussi internet, avec des séries télévisées. Celles-ci, surnommées les "mosalsalat", les séries du ramadan, sont souvent diffusées entre l'iftar, le repas de rupture du jeûne au coucher du soleil, et le sohour, la collation d'avant l'aube. "Le compte à rebours a commencé et nous avons besoin d'autant de contenu que possible pour le ramadan. Si nous ne pouvons pas avoir nos séries, nous allons devoir penser à acheter à l'étranger, même au détriment de la qualité", confie à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, le responsable des acquisi-

tions d'une chaîne de télévision basée à Dubaï. "Quatre séries du ramadan tournées au Liban et en Syrie n'ont pas été achevées. Tout est suspendu à présent", se désole-t-il.

Drames sentimentaux, comédies familiales, sagas historiques ou thrillers hâtants font le menu quotidien des chaînes, engagées dans une bataille acharnée pour l'audimat, sans compter la nouvelle concurrence des services de vidéos à la demande tels que le géant américain Netflix et les plateformes du Golfe, comme Starz Play ou WAVO. Car les audiences et les prix de la publicité à la télévision montent en flèche pendant le ramadan.

Mais cette année, le nouveau coronavirus frappe durement le secteur des arts et du divertissement: les festivals sont reportés et les cinémas fermés dans de nombreux pays. Au total, plus de trois milliards de personnes sont confinées et la pandémie a fait 40.000 morts à travers le monde, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles mercredi à 11H00 GMT.

Propriétaire de la maison de production Eagles Films, le Libanais Jamal Sinan mène une course contre la montre pour faire redémarrer le tournage de trois sé-

ries. "Nous nous sommes engagés à respecter les restrictions, comme utiliser moins de cameramen", explique à l'AFP le producteur. Mais il ne sait toujours "pas quand" le tournage pourra reprendre, faute de réponse des autorités.

Dans l'une de ses séries, la star libanaise Cyrine Abdel Nour campe le rôle d'une couturière folle amoureuse du propriétaire d'une maison de couture. Avant que ne s'interrompe le tournage, cette icône glamour est apparue avec masque sanitaire et gants, avant d'être aspergée de la tête aux pieds de désinfectant. "Ne vous moquez pas de moi", a-t-elle commenté. Si des tournages ont été interrompus au Maroc, au Liban et au Koweït, les caméras continuent de tourner dans d'autres pays comme aux Emirats arabes unis, mais sous des règles strictes, comme la limitation de personnel non essentiel sur les plateaux. Grand groupe médiatique panarabe basé à Dubaï, MBC "stérilise constamment les studios et les lieux de tournage" et mis en place des "unités d'urgence" médicales, affirme à l'AFP son porte-parole Mazen Hayek. En Egypte, l'un des principaux pourvoyeurs de séries télévisées, aucun ordre officiel de fermeture des studios n'a été émis. Mais "80% des tournages ont quand même cessé",

estime Achraf Zaki, chef du syndicat des acteurs. "Les chaînes de télévision et les sociétés de production mettent la pression pour boucler les tournages avant le ramadan. Il y a un conflit entre les artistes et les investisseurs", assure toutefois à l'AFP l'acteur égyptien Ali Sobhy, qui a choisi de s'isoler chez lui. Plusieurs acteurs ont appelé les autorités à faire suspendre les tournages. "Rien ne justifie de jouer avec la santé des gens. Il relève de notre responsabilité d'arrêter la catastrophe", a fustigé sur Twitter le célèbre réalisateur égyptien Yousry Nasrallah.

La productrice syrienne Diana Jabbour assure, elle, que sa société a mis fin aux tournages avant même que les autorités ne l'exigent. "Nous ne jouerons pas avec la santé de ceux qui travaillent pour nous, du plus petit technicien au plus grand acteur", dit-elle à l'AFP. Mais pour des inconditionnels, passer le ramadan sans séries est impensable. "Le ramadan, c'est la prière, la bonne nourriture, les réunions de famille et la télévision", résume auprès de l'AFP Hayam Ali, 60 ans, confinée chez elle à Charjah, aux Emirats arabes unis.

"J'espère que les séries seront de bonne qualité. J'en ai vraiment besoin", confie-t-elle.



Clap de fin sur la série "Le Bureau des légendes"



Retrouvera-t-on "Malotru", laissé pour mort en Ukraine? C'est encore top secret, mais seule certitude: la saison 5 du "Bureau des légendes" marque la fin d'une époque avec le départ d'Eric Rochant, créateur de cette série acclamée sur le milieu de l'espionnage. "Quand on aime, il faut partir", semble dire le cinéaste des "Patriotes", à la barre depuis

2013 de la série-star de Canal+, vendue dans plus de 100 pays et louée par la DGSE elle-même pour son réalisme. S'il ne participera plus à son écriture et a déjà en tête quelqu'un "à l'univers fort" pour le remplacer, Eric Rochant restera producteur. Diffusée à partir de lundi soir sur Canal+, "cette dernière saison est un peu spéciale", confirme l'actrice Flo-

rence Loiret-Caille, qui joue le personnage de Marie-Jeanne Duthilleul, l'ancienne patronne du BDL. "C'est comme si on avait tourné cinq films en cinq ans avec (Eric Rochant), c'est le réalisateur qui nous a choisis, c'est mon référent, mon chef, c'est à lui que je m'adresse quand je suis perdue", dit-elle. Pour "terminer en beauté" et passer le flambeau, le "showrunner" (auteur-producteur, dans le jargon des séries) a décidé de faire appel à Jacques Audiard, le réalisateur d'"Un prophète" et des "Frères Sisters", pour les deux derniers épisodes de la saison 5, lui laissant carte blanche et... droit de vie et de mort sur les personnages.

"Si j'avais terminé moi-même la saison 5, il y aurait eu quelque chose de sentimental, j'aurais pensé à comment dire au revoir", a expliqué Eric Rochant lors d'une rencontre avec la presse début mars. Clin d'oeil toutefois: il tient un petit rôle dans la saison, comme officier de contact aidant

César (Stefan Crepon), le jeune hacker de talent, infiltré en Russie.

Depuis quatre saisons, la série suit, sur plusieurs terrains, les intrigues d'une poignée d'agents de la DGSE, évoluant sous couverture et immergés à l'étranger. "A chaque fois, on se pose trois questions: qu'est-ce qu'on fait avec les personnages? quelle partie du monde on va explorer? comment on fait pour gérer « le bordel+? », résume Rochant.

Influence de Jacques Audiard ou pas, ces dix nouveaux épisodes (de 52 minutes) ouvrent de nouvelles perspectives, explorant plus largement la vie privée et intérieure des "clandestins". Connaissant moins bien le sort des personnages que les scénaristes présents depuis les débuts, "je n'avais pas d'autre solution", estime Jacques Audiard. Si la série suivait au plus près ce que faisaient les agents, elle se penche désormais sur "ce que ça leur fait" de vivre sous de fausses identités

et dans le mensonge, renchérit le scénariste Thomas Bidegain, qui a participé à l'écriture. La paranoïa de JJA (Mathieu Amalric), la vie sexuelle mouvementée de Raymond Sisteron (Jonathan Zaccari) ou les répercussions liées à la disparition de Guillaume Debailly, alias Malotru (l'agent double, voire triple interprété par Mathieu Kasovitz) sont au coeur de la saison 5 qui fait aussi la part belle aux personnages féminins. Après avoir emmené les téléspectateurs en Russie, sur fond de cyberespionnage, et en Syrie, "Le Bureau des Légendes" envoie le personnage de Marie-Jeanne en Egypte, Sylvain au Cambodge et compose avec un nouvel agent, "Mille Sables" (interprété par Louis Garrel), qui tente d'approcher les services secrets saoudiens. Pour préparer les fans de la série, Canal+ a diffusé les quatre premières saisons en clair fin mars, lors d'une opération de gratuité lancée au début du confinement, qui a pris fin depuis.

Reprise belge du tube caritatif "We Are The World" pour remercier le personnel soignant



Pour remercier le personnel soignant, en première ligne dans la lutte contre la pandémie du coronavirus, une soixantaine d'artistes belges, professionnels ou amateurs, ont décidé de lui dédier leur propre reprise du fameux tube caritatif "We Are The World" (Nous sommes le monde). Dans cette reprise, initiée par le compositeur, musicien et chanteur belge d'origine sicilienne Silvano Macaluso, alias Silva, la célèbre création de Michael Jackson et Lionel Richie, sortie en 1985 pour lever des fonds en vue de lutter contre la famine en Afrique, est déclinée pour rendre hommage aux victimes du coronavirus, et surtout au personnel soignant qui ne

ménage aucun effort pour sauver des vies. "Confiné chez moi, j'ai lancé l'idée de ce titre sur les réseaux sociaux à la mi-mars auprès de mes amis artistes et musiciens qui ont tous immédiatement adhéré au projet", a confié l'artiste Silva qui revient dans un communiqué sur la genèse de ce projet. Il a fallu, par la suite, "organiser pratiquement les choses puisque la chanson a été réalisée en plein confinement". "J'ai donc publié un instrumental sur lequel chaque musicien ou chanteur a pu apporter sa contribution", a-t-il expliqué.

Parmi les artistes ayant adhéré au projet figurent Marc Ysaye (Machiavel), Sandra Kim, Wendy Nazaré, Jean-Fran-

çois Maljean, Thom Dewatt, Olivier Laurent ou encore Carlos Vaquera.

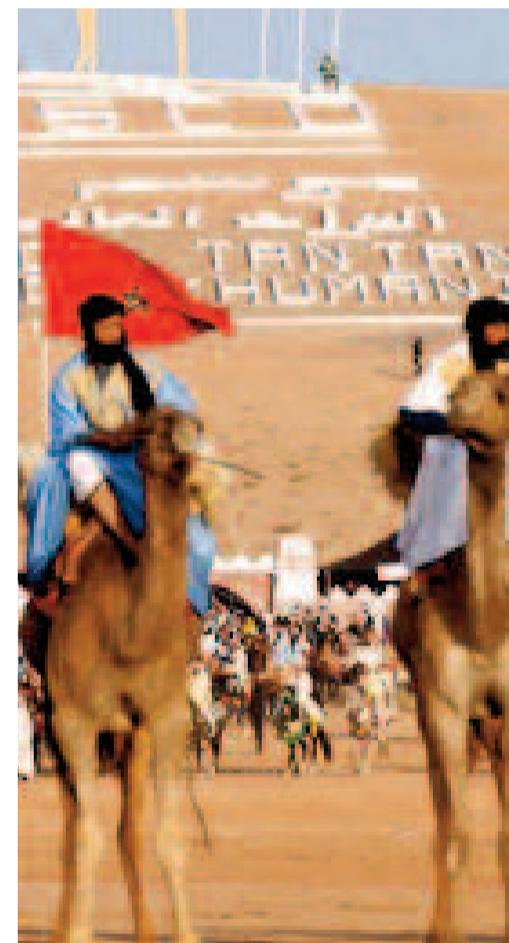
Dans sa version originale, composée en 1985 par Michael Jackson et Lionel Richie, "We Are The World" avait réuni autour des deux chanteurs américains 46 artistes sous le collectif "USA for Africa". Écoulé à plus de 20 millions d'exemplaires, le single avait pour objectif de collecter des fonds pour lutter contre la famine en Éthiopie. À l'initiative de Wyclef Jean et Quincy Jones, coproducteur de la version originale, la chanson a été reprise en 2010 par une nouvelle génération de chanteurs pour venir en aide aux victimes du séisme en Haïti.

Bouillon

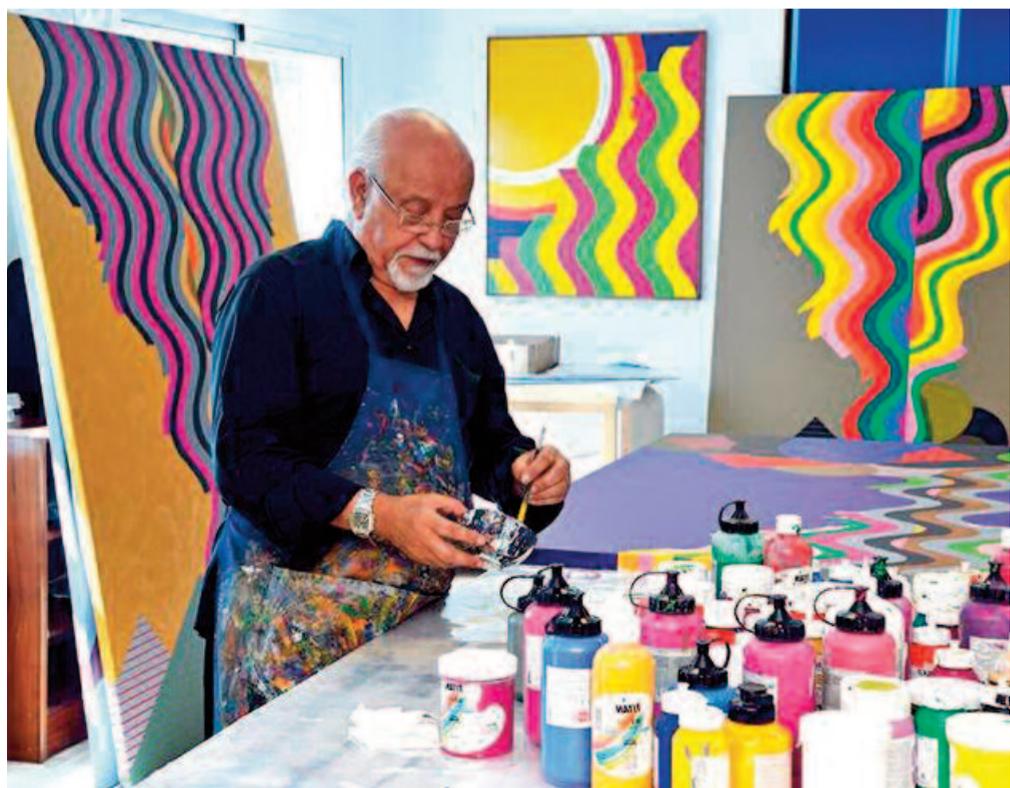
de culture

Moussem de Tan-Tan

La 16ème édition du Moussem de Tan-Tan, qui devait se tenir du 17 au 22 juin prochain, a été reportée à une date ultérieure, annonce jeudi la Fondation Almouggar pour la préservation et la promotion de cette manifestation culturelle. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le risque de propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) et en accord avec les recommandations des pouvoirs publics tendant à préserver la santé des citoyens et leur sécurité, indique la Fondation dans un communiqué.



En pleine pandémie, une oeuvre de Mohamed Melehi bat tous les records aux enchères à Londres



En pleine pandémie, une peinture de l'artiste marocain Mohamed Melehi a été adjugée à plus de 5 millions de dirhams, battant tous les records aux enchères de Sotheby's de Londres consacrée à l'art moderne contemporain en Afrique et au Moyen-Orient. C'est dans un contexte difficile marqué par la crise mondiale due à la pandémie de coronavirus que la traditionnelle vente aux enchères de Sotheby's a été organisée du 27 au 31 mars à Londres, en ligne par mesure de prévention, précise Sotheby's London dans un communiqué. Sur un total de 71 œuvres de 48 artistes mises aux enchères, une œuvre de Mohamed Melehi s'est démarquée en remportant les plus grosses enchères de cette vente.

Intitulée : «The Blacks», cette oeuvre a été réalisée en 1963 à New York pendant la période où l'artiste marocain résidait aux États Unis. Estimée entre 55.000 et 65.000 £ (entre 692.625 et 818.557 dirhams), l'œuvre a été acquise en ligne pour la somme de 399.000 £ (5.024.683 dirhams) soit 7 fois de

plus que sa valeur initiale, selon Sotheby's london, ce qui en fait la plus grosse enchère de cette vente, mais aussi le plus gros record, compte tenu de l'estimation initiale qui lui était attribuée. L'oeuvre de Melehi a été inspirée du paysage urbain emblématique de New York mais imprégnée de la richesse culturelle du Maroc, souligne le communiqué.

Largement dominée par Mohamed Melehi, cette vente aux enchères consacre également l'artiste irakien Mahmoud Sabri, avec "A family of farmers", la 2ème plus grosse enchère avec une vente de 300.000 £, et en 3ème position, un artiste marocain Farid Belkahlia.

Outre les Marocains Mohamed Melehi et Farid Belkahlia, parmi les artistes décrits par Sotheby's comme étant "les plus rares et les plus recherchés de l'ère moderne à la période contemporaine", figurent également Antoine Malliarakis Mayo, Kamrooz Aram, Hamed Nada, Farhad Moshiri, Youssef Nabil, Fahrelnissa Zeid, Gazbia Sirry, Marwan et Mahmoud Sabri.

Sport



Donadoni *La priorité, c'est de vaincre le coronavirus*

"On reparlera de football et de sport quand on l'aura vaincu": le coronavirus hante l'ancien sélectionneur italien Roberto Donadoni, qui raconte à l'AFP suivre depuis la Chine comment le Covid-19 dévaste Bergame, sa ville d'origine.

"Ma famille est de là-bas, c'est très, très dur", explique l'ancien international âgé de 56 ans au sujet de la ville du nord de l'Italie, parmi les plus durement touchées par la maladie.

"Je parle tous les jours avec ma mère, mon frère, ma soeur. Je peux voir ma famille sur Facetime, Skype ou WeChat, mais ce n'est pas pareil", se désole Donadoni, actuel entraîneur du Shenzhen FC.

L'ancien sélectionneur des Azzurri (2006-2008) refuse de donner son avis sur la reprise des championnats en Europe, paralysés par la pandémie et dont le sort fait débat: annulation? Reprise? Si oui, quand et comment?

"Maintenant, la priorité c'est la santé. Ce qui est important maintenant, c'est de vaincre ce virus. On reparlera de football et de sport quand on l'aura vaincu", tranche-t-il.

Il raconte avoir acheté 15.000 masques pour aider son pays, mais se dit exaspéré qu'ils soient restés bloqués pendant dix jours en Italie avant d'être distribués.

"C'est incroyable, ce n'est pas possible. C'est de la folie parce qu'entretemps, des gens sont sûrement morts", dit-il.

"Je suis très fier de mon peuple, de mon pays, de ma ville. Bergame et Brescia sont en très grande difficulté maintenant. Mais l'état d'esprit, le caractère, la force de ces gens sont incroyables", dit le finaliste de la Coupe du monde 1994.



Le gouvernement britannique appelle les joueurs de foot à réduire leur salaire

Le gouvernement britannique a appelé jeudi les joueurs de Premier League, accusés de profiter des mesures de soutien à l'économie adoptées en réponse à la pandémie de nouveau coronavirus, à renoncer à une partie de leur salaire.

"Tout le monde doit jouer son rôle et cela veut dire que les joueurs de Premier League aussi", a déclaré le ministre de la Santé Matt Hancock lors d'une conférence de presse. "La première chose qu'ils peuvent faire pour contribuer est d'accepter une baisse de salaire", a-t-il ajouté.

La pression politique sur les clubs du championnat le plus riche d'Europe se fait d'autant plus forte que certains ont annoncé leur intention d'utiliser les aides gouvernementales.

Tottenham, Newcastle et Norwich, trois clubs de l'élite, ont décidé de placer leur personnel non-joueur sous le programme de chômage partiel mis en place par le gouvernement qui prend en charge 80% des revenus à concurrence de 2.500 livres par mois.

En revanche, aucun club de Premier League n'a pour le moment annoncé de sacrifi-

ce financier pour ses joueurs, même si chez les Spurs certains dirigeants, dont le président Daniel Levy, ont eux baissé leurs salaires de 20%.

Face aux critiques, le président de la commission en charge des sports à la Chambre des communes, Julian Knight, a écrit jeudi au gouvernement pour réclamer une taxe contre les clubs qu'il juge insuffisamment solidaires.

La Premier League se trouve assez isolée en Europe, alors que sur le reste du continent, de grands clubs comme le Bayern, Barcelone ou la Juventus ont déjà vu leurs joueurs réduire leurs émoluments pour aider leur club dans cette passe difficile, rappelle le député conservateur.

Parfois mis en cause comme principal frein à un geste financier des joueurs, la très puissante Professional footballers' association (PFA) a défendu sa position jeudi dans un communiqué, accusant à demi-mots les dirigeants de clubs de détourner les aides publiques pour préserver les actionnaires.

"Nous avons bien conscience du sentiment répandu dans l'opinion publique que les joueurs

devraient payer les salaires des personnels non-joueurs (...). Nous acceptons tout à fait l'idée que les joueurs vont devoir se montrer flexibles et partager le poids financier de l'épidémie de Covid-19 pour assurer l'avenir à long terme de leur club et de ce sport en général", a notamment écrit la PFA.

Mais les joueurs ne doivent pas être les boucs émissaires trop commodes, s'est défendu le syndicat.

"Les clubs, en tant qu'entreprises, qui ont les moyens de payer leurs joueurs et leurs salariés, devraient le faire", a-t-il souligné.

"Toute utilisation des aides gouvernementales sans réel besoin financier se ferait au détriment de la société dans son ensemble (et) voir les joueurs contribuer à payer les salaires des employés non-joueurs ne servirait que les intérêts des seuls actionnaires", a encore asséné le syndicat.

Toutefois, le front anti-baisse de salaire commence à se fendiller, avec les efforts "substantiels" consentis par les entraîneurs de Bournemouth, Eddie Howe, et Brighton, Graham Potter, mercredi et jeudi.

Le Tour d'Espagne maintenu aux mêmes dates et à 21 étapes



Le Tour d'Espagne est pour l'heure maintenu à ses dates initiales, soit du 14 août au 6 septembre, et avec 21 étapes, a assuré jeudi son directeur Javier Guillén, pour qui la priorité est aussi que le Tour de France "puisse avoir lieu".

"Aujourd'hui, les dates de la Vuelta sont ce qu'elles sont et nous n'envisageons en aucun cas une course de moins de 21 étapes, comme c'était prévu", a expliqué le patron de la Vuelta au quotidien sportif AS.

Une sortie en réponse à des informations du quotidien italien la Gazzetta dello Sport qui a rapporté jeudi un possible décalage du Tour de France d'un

mois en raison de la pandémie de coronavirus. Dans ce cas de figure, il empièterait alors sur la Vuelta et pourrait obliger à réduire la course espagnole à deux semaines, toujours selon la Gazzetta. "Tout cela n'est que de la spéculation, qui vient en plus d'Italie, et rien de cela n'obéit à une approche réaliste qui pourrait être envisagée en ce moment", a balayé Javier Guillén.

Le 13 mars, les organisateurs du Tour d'Italie ont annoncé que la course, supposée commencer le 9 mai à Budapest, était reportée à une date non précisée, qui pourrait être en octobre, selon la Gazzetta jeudi.

"Nous savons combien il est diffi-

cile de coordonner des épreuves qui ont déjà des dates assignées (comme la Vuelta) avec celles qui doivent être reportées; par conséquent, dans l'éventualité où un changement de dates se matérialiserait, nous comprenons que nous devrions tous être de bonne volonté", a toutefois reconnu Javier Guillén en insistant sur le caractère vital du Tour de France pour le cyclisme.

"Nous sommes tous concentrés en ce moment à faire en sorte que le Tour de France 2020 puisse avoir lieu, car c'est un événement indispensable pour notre sport", a conclu le directeur de la Vuelta, organisée comme le Tour de France par ASO.

Vers une saison footballistique blanche

*La Ligue des champions
et la Coupe de la Confédération
renvoyées aux calendes grecques*



Flou total sur la suite de la saison footballistique 2019-2020. Le président de la FIFA Gianni Infantino vient de faire une déclaration où il indique qu'aucune partie n'est en mesure d'annoncer une date de reprise de la compétition, en ces temps difficiles où le Coronavirus fauche des vies au quotidien.

«Nous aimerions tous avoir à nouveau du football demain, mais malheureusement, ce n'est pas possible, et personne dans le monde à ce jour ne sait quand nous pourrions jouer comme avant», a déclaré Gianni Infantino lors d'une téléconférence avec la Confédération sud-américaine (Conmebol), rapporte

l'AFP.

Pour le président de la FIFA et face à une pandémie de cette envergure, «la santé passe d'abord et cela doit continuer jusqu'à ce que cette maladie soit vaincue», enchaînant que «c'est pour la première fois que ce n'est pas le football le plus important». Et de conclure que «notre monde et notre sport seront différents quand nous reviendrons à la normale. Nous devons nous assurer que le football survive et qu'il puisse prospérer à nouveau».

Si du côté de l'Europe, la Ligue belge de football a devancé le patron de la FIFA en décidant de ne pas poursuivre le championnat après le 30 juin, formulant un «avis» de ne

pas reprendre les compétitions, dans d'autres contrées, l'heure est toujours à l'expectative, vu que la décision de reprise ou du baisser de rideau ne relève pas uniquement des fédérations et associations, mais aussi des sponsors et surtout des autorités de chaque pays. Et le président de l'UEFA, Aleksander Sarfin, cherche à pondérer les choses, affirmant que «nous croyons que toute décision d'abandonner les compétitions domestiques est à ce stade prématurée et non justifiée».

Du côté du continent africain, après une tergiversation qui n'avait pas sa raison d'être, le CHAN, prévu au préalable au courant de ce mois au Cameroun, a été reporté avec tout de

même l'espoir de le voir se tenir cette année, mais «on (CAF) ne prendra aucun risque. On ne jouera que dans les meilleures conditions», avait fait savoir le secrétaire général de la Confédération africaine de football, le Marocain Abdelmounaïm Bah.

La question du CHAN étant réglée, reste celle des compétitions interclubs, à savoir les matches des demi-finales de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération, épreuves où le football national est fortement représenté avec quatre clubs, deux en C1, le WAC et le Raja, et autant en C2, la Renaissance de Berkane et le Hassania d'Agadir.

A ce propos, M.Bah ne s'est pas

montré optimiste outre mesure, en affirmant que les demi-finales «sont maintenues pour le moment sauf si cette crise dure six mois ou un an, dans ce cas, elles seront probablement décalées». Aucune date concernant la poursuite de la C1 et la C2 continentales n'a pu être donnée, ce qui est tout à fait normal dans ce cas de figure.

Voilà ce qui est fait pour couper court aux rumeurs sur une programmation d'un dernier carré de la Ligue des champions en une seule confrontation, WAC-Ahly et Raja-Zamalek, sur terrain neutre à Douala. Et c'est l'option du renvoi aux calendes grecques qui se précise.

Mohamed Bouarab

Report des JO : Des coûts additionnels pour le Japon et la famille olympique



Le Comité international olympique (CIO) a reconnu jeudi que le report des Jeux de Tokyo à 2021 en raison de la pandémie de coronavirus engendrerait des «coûts additionnels» pour l'organisateur japonais mais aussi pour le CIO, sans les chiffrer.

Le chiffrage des coûts? «C'est un processus en cours», a répondu lors d'une conférence de presse le directeur des JO Christophe Dubi. «Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura des coûts additionnels pour le comité organisateur de Tokyo ainsi que pour le CIO et la famille olympique, nous y sommes très attentifs.»

«Cela représente des dizaines de milliers de lignes budgétaires à revoir», a-t-il ajouté.

«Tokyo était dans une situation financière excellente avant la crise (liée au coronavirus) (...) ils ont mené une campagne fantastique en termes de marketing, de vente de billets et logements. Cela aide énormément car ils avaient dégagé des revenus très importants, nous pouvons compter là-dessus.»

La semaine dernière, le CIO et le Japon ont annoncé le report à 2021 des Jeux de Tokyo-2020 en raison de la pandémie de coronavirus, une première en temps de paix. L'annonce lundi des nouvelles dates, du 23 juillet au 8 août 2021, est «rassurante», selon M. Dubi.

«C'est très bien d'avoir une date. Pour nous, cela apporte de la certitude», alors que les calendriers 2020 et désormais 2021 du sport mondial, quasiment à l'arrêt depuis mi-mars, sont chamboulés par le Covid-19.

D'un point de vue réglementaire,

le directeur des sports du CIO Kit McConnell a indiqué que rien n'avait été décidé par rapport aux footballeurs âgés de moins de 23 ans éligibles cette année pour les Jeux qui ne le seront plus l'an prochain, en dehors des trois joueurs plus âgés qui peuvent être inscrits par chaque équipe.

«Nous sommes en discussions avec les fédérations, notamment la FIFA».

M. McConnell a également répété que les athlètes déjà qualifiés pour les Jeux (environ 57% des quelque 11.000 participants) le resteraient pour 2021, ainsi que les places débloquées par certains pays, mais que les Comités olympiques nationaux restaient maîtres de sélectionner ou non ces athlètes, comme c'est le cas habituellement.

Par ailleurs, la ville de Sapporo sur l'île d'Hokkaido (nord) reste prévue pour accueillir les marathons et la marche athlétique, le CIO craignant les fortes chaleurs qui frappent Tokyo l'été pour ces épreuves de longues distances.

Athlétisme : Le programme antidopage mondial fortement affecté

L'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU) a indiqué jeudi que son programme de tests antidopage serait «fortement affecté à court terme» par la pandémie de coronavirus mais qu'il était maintenu.

«L'Unité d'intégrité de l'athlétisme réalise des contrôles antidopage dans plus d'une centaine de pays à travers le monde. Avec le contexte de pandémie, beaucoup de ces pays appliquent des mesures de distanciation sociale, qui varient et changent très rapidement d'un endroit à l'autre», note l'organisation dans un communiqué.

«En conséquence, il est évident que notre programme antidopage va être fortement affecté à court terme. Cependant nous continuerons à assurer nos missions prioritaires de tests là où c'est possible de le faire».

L'AIU précise que les athlètes membres de son groupe-cible (environ 500 sportifs) doivent continuer à remplir leurs obligations de localisation, alors que l'incertitude règne toujours



quant au début de la saison internationale et que de nombreux athlètes à travers le monde sont confinés.

Tous les meetings d'envergure et les principales courses sur route des mois d'avril et de mai ont déjà été annulés ou repoussés et la saison est chamboulée par le report à 2021 des Jeux olympiques de Tokyo, qui devaient être le temps fort de l'année.

L'AIU, créée en 2017, est un organe indépendant chargé des tests, enquêtes et poursuites en matière de dopage mais aussi de corruption pour l'athlétisme mondial.



Garder la forme à Hong Kong, un défi quotidien

A Hong Kong, où nombre d'habitants se sont placés en auto-confinement dès la fin janvier pour se protéger du coronavirus apparu dans la Chine voisine, garder la forme est un défi quotidien dans cette ville aux appartements minuscules.

L'ex-colonie britannique figure parmi les villes du monde comptant les logements les plus petits, avec une surface habitable moyenne d'environ 16 m² par personne.

Si les autorités de la mégapole n'ont jamais ordonné de mesures d'auto-confinement, depuis fin janvier, beaucoup d'habitants de cette ville, traumatisés par l'épidémie de Sras qui avait fait 299 morts en 2002-2003, travaillent de chez eux et limitent leurs sorties.

Garder la ligne et la forme, tout au long de ces interminables semaines de confinement, est une source de préoccupation pour les Hongkongais comme pour les près de 4 milliards d'habitants de la planète appelés ou contraints à rester chez eux.

Pour Kristen Handford,

une Canadienne de 33 ans installée à Hong Kong comme coach sportive, ce n'est pas mission impossible à condition "d'être imaginatif".

"Croyez-moi, si on arrive à faire de l'exercice ici, c'est que l'on peut en faire partout", soutient-elle.

"C'est compliqué, mais cela nous oblige à innover", reconnaît Alison Yuen, 32 ans, qui travaille chez elle "depuis sept à huit semaines".

Cette employée du secteur marketing suit régulièrement les cours en ligne proposés par Mme Handford.

Parallèlement, elle utilise l'application de visioconférence Zoom pour de courtes séances d'entraînement.

Si sa maison est plus grande que la majorité des appartements de la mégapole, où les loyers sont parmi les plus élevés au monde, l'espace dont elle dispose pour pratiquer ne fait que quelques mètres carrés.. à partager avec son labradoodle de 30 kilos.

"Nous choisissons quelque chose de très simple, cela peut être un entraînement de 10 à 15 minutes sur YouTube, ou un simple étirement", explique Mme Yuen,

mais "cela nous force à bouger".

Selon des spécialistes, 10 à 20 minutes d'exercice quotidien contribuent à empêcher l'ennui et à rester actif.

Certains sont même allés plus loin, notamment un Hongkongais, réussissant l'exploit de courir un marathon à l'intérieur de leur domicile.

Au milieu des cours en



Selon des spécialistes, 10 à 20 minutes d'exercice quotidien contribuent à empêcher l'ennui et à rester actif

ligne qui pullulent depuis le début de la pandémie, un professeur de fitness a émergé: Joe Wicks, un Britannique de 33 ans, devenu en quelques jours une star mondiale.

Depuis la semaine dernière, il propose sur sa chaîne YouTube une séance d'entraînement quotidienne destinée aux enfants.

Au départ, il destinait son programme à la Grande-Bretagne mais très vite, il est devenu un phénomène mondial.

"Environ 20 millions de personnes ont vu (mes vidéos) au cours des sept derniers jours", a-t-il affirmé mercredi dans une de ses vidéos quotidiennes.

Il s'est engagé à reverser les quelque 92.000 d'euros de recettes déjà engrangés aux services de santé britanniques.

Pour Chaukei Ngai, 40 ans, qui donne des cours en ligne depuis son studio de yoga hongkongais YogaUP, l'auto-confinement ne signifie pas la fin des moments partagés.

"Une personne confinée en Inde s'est joint à nos cours ce matin ainsi que des gens du Royaume-Uni, du Brésil et

de Bali", a-t-elle expliqué à l'AFP depuis son studio de yoga désespérément vide.

"Ce n'est pas de la distanciation sociale, c'est de la distanciation physique", souligne-t-elle.

Cette professeur de yoga a constaté que les courtes sessions de 30 minutes sont celles qui rencontrent le plus de succès auprès de ceux qui essaient de concilier vie professionnelle et vie de famille.

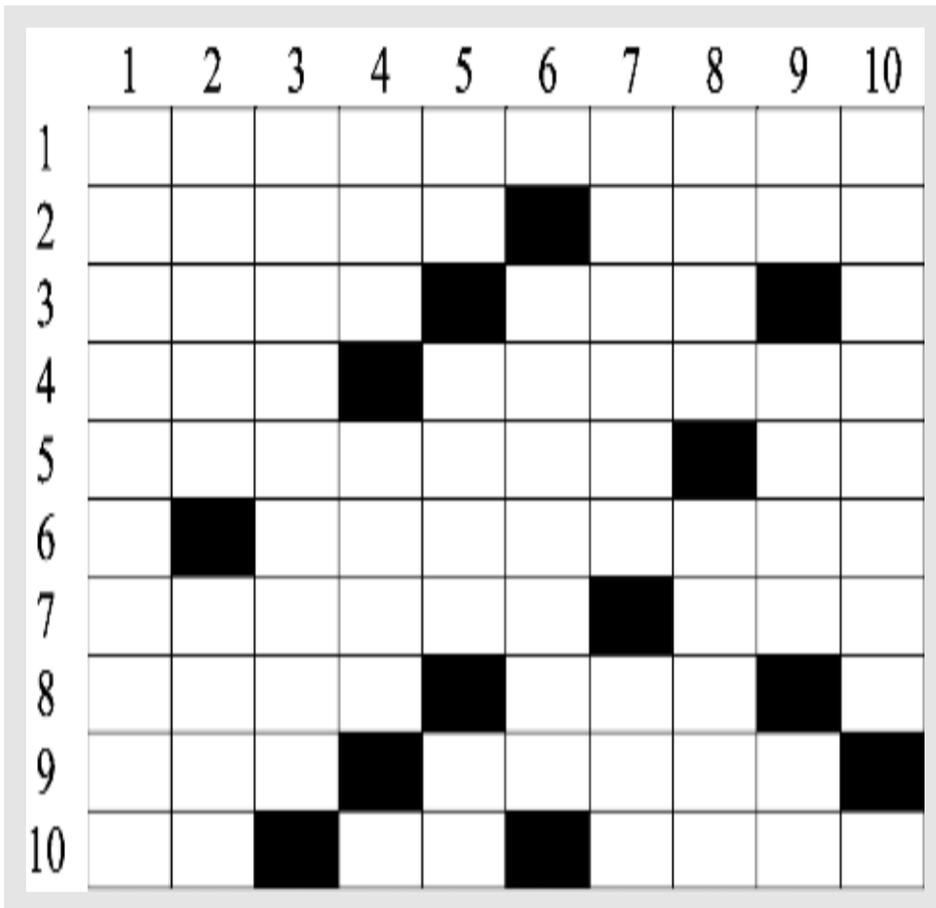
"Il est difficile pour elles de se dégager une heure pour être tranquilles", selon elle.

Mais si beaucoup de professeurs de fitness continuent de dispenser des cours à distance et de redoubler d'initiatives en tout genre, les conséquences de cette pandémie s'annoncent désastreuses pour une majorité d'entre eux.

"Je vais en subir les conséquences financières, c'est certain", a reconnu Mme Handford, qui ne fait pas payer pour ses vidéos en ligne.

Mais en attendant, "nous sommes un peu dans le même bateau. Je suis donc heureuse, même si j'en pâtis, si cela permet aux gens de bouger".

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

- 1- La dernière voiture...
- 2- Sifflées – Un des Grands
- 3- Mer russe – Transporteur marocain
- 4- Bien s’y oppose – Vaisseau
- 5- Emballage de supermarché – Vieux do
- 6- Barmaid
- 7- Ingurgitée – Suis bis
- 8- Viens au monde – Epoque
- 9- Couche – Habituel
- 10- Personnel – Bavard – Fils de Jacob

VERTICALEMENT

- 1- Cadre de porte
- 2- Montagnes russes – Inutile
- 3- Se rendait compte
- 4- C’est beau ! – Pour l’évanoui
- 5- Fin de forme – Foyer – Tête de liste
- 6- Mortes en bêtes
- 7- Savant – Regimba
- 8- Paré – Indiens
- 9- Eclaté – Madré – Défini
- 10- Dangereux

Solution mots croisés d’hier



Grilles de sudoku

Facile

5			3 9						
		8	2 7		3		1		
	2						7		
	4 3 8				5		9		
	1 6 7			3 2 4					
8	2			9 7 6					
1						3			
2	4		3 5 1						
			1 8				2		

Moyen

		9			6 7 4				
		2			3				6
	3		5 4						
8			6			5			
1	5					9		7	
		4			5				2
				6 9			7		
9		3				1			
	8 3 1					4			

Difficile

7			9	4	6				
				2					
	5		3	1					
	6					7 2			
		1			8				
9 4						1			
		8	7		6				
			3						
1	2	4						5	

Expert

	6		8	4					
7	5			1					
						3 9			
	4	9 1						5	
		9				1			
2			6 3					4	
	5 6								
			1			8		3	
	8	9						2	

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9.
Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d’hier

Facile

3 7 4	2 1 9	6 8 5							
1 6 8	5 7 4	3 2 9							
5 2 9	3 8 6	1 4 7							
8 3 7	1 9 2	4 5 6							
2 4 1	7 6 5	9 3 8							
9 5 6	8 4 3	2 7 1							
7 1 3	9 2 8	5 6 4							
6 9 5	4 3 7	8 1 2							
4 8 2	6 5 1	7 9 3							

Moyen

2 3 9	6 5 8	1 7 4							
4 7 8	1 2 9	6 3 5							
1 6 5	7 3 4	2 9 8							
7 9 3	4 6 5	8 1 2							
5 1 4	3 8 2	7 6 9							
8 2 6	9 7 1	5 4 3							
9 8 7	5 1 3	4 2 6							
3 5 1	2 4 6	9 8 7							
6 4 2	8 9 7	3 5 1							

Difficile

6 2 7	8 5 1	9 3 4							
5 9 3	6 7 4	2 1 8							
1 4 8	2 3 9	6 5 7							
7 8 9	1 6 5	3 4 2							
4 3 1	9 2 8	7 6 5							
2 5 6	3 4 7	8 9 1							
8 1 2	5 9 6	4 7 3							
9 7 5	4 8 3	1 2 6							
3 6 4	7 1 2	5 8 9							

Expert

7 6 5	1 8 3	4 2 9							
4 3 2	5 9 7	6 1 8							
8 9 1	6 2 4	7 5 3							
3 5 6	8 7 9	2 4 1							
9 2 7	3 4 1	5 8 6							
1 8 4	2 6 5	3 9 7							
6 1 9	4 3 2	8 7 5							
5 4 8	7 1 6	9 3 2							
2 7 3	9 5 8	1 6 4							

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Province de Settat
Conseil provincial de Settat

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2/BP/2020

Le **29/4/2020 à 11 h30**, il sera procédé, dans les bureaux du Conseil provincial de Settat sis au quartier administratif, Avenue Hassan II, Settat à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour : Travaux de construction de réservoirs équipés pour l'alimentation en eau potable de certains douars des communes relevant de Province de Settat (lot1)- Province de Settat

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service des marchés de la Division d'Equipement du Conseil provincial de Settat sis au quartier indiqué sus-dessus, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **50.000,00 dh (cinquante Mille Dirhams)**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de **2.885.232,00 dh TTC (deux millions huit cent quatre vingt cinq mille deux cent trente deux dirhams TTC)**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit déposer récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés de la Division d'Equipement du Conseil Provincial de Settat indiqué sus-dessus;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis;
- Soit déposer leurs plis par voie électronique.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.

Pour les concurrents installés au Maroc :

Une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification est exigée.

Les entreprises doivent appartenir aux qualifications et à l'une des classes suivantes :

Secteur	Qualification exigée	Classe
A	A6	4

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

N° 3136/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Province de Settat
Conseil provincial de Settat

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 3/BP/2020

Le **29/4/2020 à 12 heures**, il sera procédé, dans les bureaux du Conseil provincial de Settat sis au quartier administratif, Avenue Hassan II, Settat à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour : Travaux de construction de réservoirs équipés pour l'alimentation en eau potable de certains douars des communes relevant de Province de Settat (lot2)- Province de Settat

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service des marchés de la Division d'Equipement du Conseil provincial de Settat sis au quartier indiqué sus-dessus, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **20.000,00 dh (vingt Mille Dirhams)**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de **1.487.184,00 dh TTC (un million quatre cent quatre vingt sept mille cent quatre vingt quatre dirhams TTC)**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit déposer récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés de la Division d'Equipement du Conseil Provincial de Settat indiqué sus-dessus;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis;
- Soit déposer leurs plis par voie électronique.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.

Pour les concurrents installés au Maroc :

Une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification est exigée.

Les entreprises doivent appartenir aux qualifications et à l'une des classes suivantes :

Secteur	Qualification exigée	Classe
A	A6	4

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

N° 3137/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
ET DE L'EAU

DIRECTION DES ROUTES CAISSE POUR LE FINANCEMENT
ROUTIER

DIRECTION PROVINCIALE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT
ET DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU DE TETOUAN

Travaux de dédoublement de la RN2 du PK 77+000 au PK 98+500 en deux lots.

Lot 1 : Travaux de dédoublement de la RN2 du PK 77+000 au PK 87+000 sur 10 km.

Province de Tétouan.

Lot 2 : Travaux de dédoublement de la RN2 du PK 87+000 au PK 98+500 sur 11,5 km.

Province de Tétouan.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° TE 19/2020/CFR

OUVERTURE DES PLS LE 15 MAI 2020 A 11 HEURES

La Caisse pour le Financement Routier (CFR) a obtenu un prêt de la Banque Européenne d'Investissement pour financer des routes. La Direction des Routes (DR) agissant en qualité de maître d'ouvrage délégué sera chargée de la réalisation de ces routes. Il est prévu qu'une partie de la somme accordée au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché issu du présent appel d'offres.

Le **15 mai 2020 à 11 heures**, il sera procédé dans le bureau de la Direction Provinciale de l'Equipement, du Transport de la Logistique et de l'Eau de Tétouan à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour les **travaux de dédoublement de la RN.2 du PK.77+000 au PK98+500 en deux lots.**

Lot 1 : Travaux de dédoublement de la RN2 du PK 77+000 au PK 87+000 sur 10 km. Province de Tétouan.

Lot 2 : Travaux de dédoublement de la RN2 du PK 87+000 au PK 98+500 sur 11,5 km.

Province de Tétouan.

Heures ouvrables à l'adresse suivante : 203, Avenue 9 avril, quartier administratif, BP 746. Tétouan ou peut être retiré auprès du Service Gestion et Programmes (*bureau des Marchés*) de la *Direction Provinciale de l'Equipement du Transport de la Logistique et de l'Eau de Tétouan* (il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma)).

Le cautionnement provisoire de soumission est fixé à la somme de: **Deux millions (2 000 000,00) dirhams pour chaque lot**; il doit être établi au nom de la Caisse pour le Financement Routier et être valable pour une durée de 118 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

L'estimation du coût des travaux établie par la Direction Provinciale de l'Equipement, du Transport de la Logistique et de l'Eau de Tétouan est fixée à la somme de :

Lot 1: Cent quarante trois millions deux cent vingt deux mille neuf cent soixante dix (143 222 970.00) dirhams.

Lot 2: Cent soixante sept millions quatre cent trente huit mille quatre vingt seize dirhams, quarante centimes (167 438 096,40 DH).

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 3 et 9 du règlement de consultation.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le Service Gestion et Programmes (*bureau des Marchés*) de la *Direction Provinciale de l'Equipement du Transport de la Logistique et l'Eau de Tétouan*.
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode d'envoi de courrier, cette Direction ne peut être tenue responsable de la non réception du pli.

Il est prévu une visite des lieux le **04 mai 2020 à 10 heures** (*Lieu de rencontre prévu au service infrastructures de la DPETLE de Tétouan, la même journée à la même heure*). Il est fortement recommandé aux concurrents d'y participer.

Les concurrents désirant soumissionner au présent appel d'offres doivent répondre aux critères suivants :

- (a) un soumissionnaire ne doit pas être affilié à une société ou entité
 - (i) qui a fourni des services de conseil pendant la phase préparatoire des travaux, ou du projet dont les travaux font partie, ou
 - (ii) qui a été engagée (ou serait engagée) comme maître d'œuvre au titre du marché;
- (b) Un soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet de sanctions pour corruption ou manœuvres frauduleuses telles que définies à l'annexe 1 du règlement de consultation

Les qualifications minimales requises pour les entreprises sont :

Pour les concurrents installés au Maroc

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifié conforme à l'original) du certificat de qualification et de classification :

➤ **Pour le nouveau système de qualification et classification**

Il est exigé pour le présent appel d'offres le secteur, la classe Minimale et les qualifications suivantes :

Secteur	Classe	Qualification
B- Travaux routiers et voiries urbaine	S	B1: travaux de terrassement routiers courants. B3 : ouvrage d'assainissement routier et traitement de l'environnement. B5 : Assises non traitées et enduits superficiels. B6 : Assises traitées et enrobés à chaud.

Pour les concurrents non installés au Maroc

a) L'expérience: l'entreprise doit avoir réalisé avec satisfaction au cours des trois dernières années au moins deux marchés de nature et importance similaires; Pour justifier ses références, l'entreprise fournira les attestations délivrées par les hommes de l'art ou par les maîtres d'ouvrages ; chaque attestation précisera notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

b) Le chiffre d'affaires: il est exigé pour le présent appel d'offres que le chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois (3) dernières années soit au moins de **30 000 000,00 Dirhams (Trente Millions Dirhams)**. Pour justifier ses références, l'entreprise fournira les bilans et comptes d'exploitation avec les chiffres d'affaires annuels exprimés en volume total des travaux de construction réalisés au cours des trois (3) dernières années.

NB : Le règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de la Caisse pour le Financement Routier peut être consulté sur le site internet : www.mtpnet.gov.ma

N° 3138/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE NOUACEUR
PACHALIK OULED SALAH
COMMUNE OULED SALAH
DIRECTION DES SERVICES
SERVICE DES MARCHES

**AVIS D'ANNULATION
DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°03/COS/2020**

prestations de service de Nettoyage de bâtiments administratifs sis a la commune ouled salah province de nouaceur

Il est porté à la connaissance du public que l'appel d'offre en date du 08/04/2020 visé ci haut est annulé dont les avis ont été publiés par les journaux :

- Liberation du 11/03/2020
- Itihad Al Ichiraki du 11/03/2020
- Portail Marocain des Marchés Public le 12/03/2020

N° 3139/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE NOUACEUR
PACHALIK OULED SALAH
COMMUNE OULED SALAH
DIRECTION DES SERVICES
SERVICE DES MARCHES

**AVIS D'ANNULATION
DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°04/COS/2020**

prestations de service de Gardiennage et surveillance de bâtiments administratifs sis a la commune ouled salah province de nouaceur

Il est porté à la connaissance du public que l'appel d'offre en date du 08/04/2020 visé ci haut est annulé dont les avis ont été publiés par les journaux :

- Liberation du 11/03/2020
- Itihad Al Ichiraki du 11/03/2020
- Portail Marocain des Marchés Public le 12/03/2020

N° 3140/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
جهة الرباط سلا القنيطرة
القلم الحساسات
دائرة العاس
قيادة نيداس الجماعة الترابية نيداس
الجماعة الترابية نيداس

البرنامج التوقفي للجماعة الترابية لنيداس برسم سنة 2020
المادة 14 من المرسوم 349-12-2 الصادر في 8 جمادى الاولى
1434 (20 مارس 2013)

الاشغال (ميزانية مصاريف التجهيز)

المصلحة المختصة	الفترة المحتملة لظرفها	طرق الابرام	مكان التنفيذ	موضوع الاشغال
المصلحة التقنية والمصفقات	الربع الثاني لسنة 2020	طلب عرض معنوي	مركز جماعة نيداس	الصيانة والمحافظات على الطرق الحضرية بمركز نيداس
المصلحة التقنية والمصفقات	الربع الثاني لسنة 2020	طلب عرض معنوي	دووير جماعة نيداس	المعارف

N° 3141/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA
SECRETARIAT GENERAL
DIVISION TECHNIQUE
SERVICE DES MARCHES

**PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA
Programme prévisionnel des marchés " COMPLEMENTAIRE ET MODIFICATIF N°1"
(Article 14 du décret n°2-12-349 du 08 Jomada I 1434 (20 Mars 2013))
Exercice 2020**

SERVICES

Type de services	Objet des services	Lieu d'exécution	Mode de passation	Période prévue pour le lancement	Coordonnées du service concerné	Marchés réservés aux petites et moyennes entreprises
Ingénierie	ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX POUR PROJETS ROUTES programme PRDTS 2020 PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA	CHTOUKA AIT BAHA	A,O,OUVERT	AVRIL 2020	service des marchés TEL 0528818002 POSTE 232	PME
Ingénierie	ETUDE ARCHITECTURALE ET SUIVI DES TRAVAUX DE CREATION DES UNITES PRESCHOAIRES A LA CT OUED ESSAFA ET CT AIT AMIRA PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA	CT OUED ESSAFA ET CT AIT AMIRA PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA	CONSULTATION ARCHITECTURALE	MARS 2020		
Ingénierie	ETUDE ARCHITECTURALE ET SUIVI DES TRAVAUX DE CREATION DES UNITES PRESCHOAIRES A LA CT BELFAA PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA	CT BELFAA PROVINCE DE CHTOUKA AIT BAHA	CONSULTATION ARCHITECTURALE	MARS 2020		

N° 3142/PA

Royaume du Maroc
Province de Settat
Cercle de Settat Janoubia
Caidat Bni Yagrine
Commune de Toualet
Avis d'appel d'offres
ouvert en séance
Publique N° 03/2020

Le 28 Avril 2020 à 10 heures il sera procédé en chef lieu de la commune de Toualet sis au centre de Tnine Toualet à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres des prix, pour l'affermage du souk hebdomadaire de Tnine Toualet du 01 Mai 2020 au 31 Décembre 2020.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré de la Régie de la commune, et peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 100000.00 dhs (cent mille dirhams).

L'estimation du présent Marché est fixé à la somme de 280000.00 dhs (deux cent quatre vingt mille dirhams).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- soit déposer contre récépissé leurs plis à la régie de la commune.

- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à Monsieur le président de la commune de Toualet.

- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir par les concurrents sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 3143/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TIZNIT
CONSEIL PROVINCIAL
DE TIZNIT
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N° 05/2020/ B.P

Le Mardi 05 Mai 2020 à 11 heures, il sera procédé dans la salle des réunions du Conseil Provincial de Tiznit à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix portant sur les travaux d'alimentation en eau potable d'un groupement d'habitation au douar Tadouarte à la Commune Tnine Aglou, Province Tiznit.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement au service des Affaires Techniques et des Equipements (Bureau des marchés) du Conseil Provincial de Tiznit, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 1000,00 dhs (mille dirhams)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de 58 620,00 dhs (Cinquante-huit mille Six cent vingt dirhams et 00 cts).

Le contenu, la présentation, ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics

Les concurrents peuvent :
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité ;

- Soit les déposer contre récépissé leurs plis à la Division du Budget et des marchés (Service des marchés) de la Province de Tiznit ;

- soit les déposer par voie électronique dans le portail des marchés publics;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la Séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 09 du règlement de consultation
N° 3144/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TIZNIT
CONSEIL PROVINCIAL
DE TIZNIT
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N° 06/2020/ B.P

Le Mardi 05 Mai 2020 à 12 heures, il sera procédé dans la salle des réunions du Conseil Provincial de Tiznit à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix portant sur les Travaux de creusement d'un forage d'exploitation pour l'Alimentation en Eau Potable de la population du centre de la commune Bounaamane, Province Tiznit.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement au service des Affaires Techniques et des Equipements (Bureau des marchés) du Conseil Provincial de Tiznit, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 6000,00 dhs (Six mille dirhams)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de 282 120,00 dhs (Deux cent quatre-vingt-deux mille Cent vingt dirhams).

Le contenu, la présentation, ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à la Division Précitée
- Soit les déposer contre récépissé leurs plis à la Division du Budget et des marchés (Service des

marchés) de la Province de Tiznit,
- soit les déposer par voie électronique dans le portail des marchés publics;
- Soit les remettre au Président de la commission

d'appel d'offres au début de la Séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 09 du règlement de consultation
N° 3145/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Province de Figuig
Commune de Figuig
Bureau des Ressources Humaines



المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم فكيح
جماعة فكيح
مكتب الموارد البشرية

إعلان

عن تأجيل مباراة توظيف سبعة (07) تقنيين من الدرجة الرابعة، السلم 8 .

ينهي رئيس جماعة فكيح إلى علم العموم أنه تم تأجيل مباراة التوظيف المتعلقة بتوظيف

سبعة (07) تقنيين من الدرجة الرابعة، تخصص :

- الهندسة المدنية : البناء .

- التعمير والهندسة المعمارية

والذي كان مزمع تنظيمها يوم الأحد 17 مايو 2020 ، إلى تاريخ لاحق، سيتم الإعلان

عنه فيما بعد .

N° 3147/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TIZNIT
CONSEIL PROVINCIAL DE TIZNIT

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N° 07/2020/ B.P

Le jeudi 07 Mai 2020 à 11 heures , il sera procédé dans la salle de réunion du Conseil provincial de Tiznit à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix portant sur les Travaux de construction d'un radier submersible ordinaire sur Oued Oughzift, Commune Arbaa Rasmouka, Province de Tiznit

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement du service des Affaires Techniques et des Equipements (Bureau des marchés) du Conseil Provincial de Tiznit, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 15.000,00 dh (Quinze mille dirhams)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de

975 840,00 dh (Neuf cent soixante-quinze mille huit cent quarante dirhams).

Le contenu, la présentation, ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service Précité ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au Service des Affaires Techniques et des Equipements (Bureau des marchés) du Conseil Provincial de Tiznit ;
- soit déposer par voie électronique dans le portail des marchés publics;
- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la Séance et avant l'ouverture des plis.
- Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 09 du règlement de consultation.

Le dossier technique doit comprendre : Copie légalisée du certificat de qualification et de classification de l'entreprise :

SECTEUR	QUALIFICATION	CLASSIFICATION
B	B3	5

- Ce certificat tient lieu du dossier technique.

les concurrents non installés au Maroc sont dispensés de produire le certificat cité ci-dessus, mais doivent fournir le dossier technique tel que prévu par l'article 09 du règlement de consultation

N° 3146/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE LA CULTURE ,DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

SECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

DIRECTION PROVINCIALE MOULAY YACOB

AVIS RECTIFICATIF DE L'APPEL D'OFFRE 1/2020

LE DIRECTEUR PROVINCIAL DU MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS SECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS MOULAY YACOB ANNONCE AU PUBLIC QUE L'OPERATION DE L'APPEL D'OFFRE N°1/2020 A ETE MODIFIEE, COMME SUIT :

*L'APPEL D'OFFRE 1/2020 SERA LE 05/05/2020 AU LIEU DU 13/04/2020

N° 3148/PA

Royaume du Maroc
 Ministère de l'Éducation Nationale
 de la Formation Professionnelle
 de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
 Académie Régionale d'Éducation et de Formation
 Région Marrakech-SAFI
 Direction provinciale de Marrakech

AVIS RECTIFICATIF DE L'AO N° 03/EXP/2020

Le directeur provincial de Marrakech informe que l'avis de L'appel d'offres N°03/EXP/2020
 Publié au journal de libération le 19/03/2020, N°8968, page 15, est rectifié au niveau
 d'Estimations de la prestation.

Objet	ERREUR	Correction
Cautonnement provisoire en dhs	quarante Mille Dirhams (40 000,00 DHS)	Trente cinq Mille Dirhams (35 000,00 DHS)
Estimations de la prestation en dhs TTC	Deux millions six cent vingt sept mille trois cent quatre-vingt dirhams quatre vingt cts (2 627 380,80 dhs)	Deux millions trois cent trois mille dirhams Soixante quatre cts (2 303 000,64 dhs)

Le reste est sans changement.

N° 3149/PA

المملكة المغربية
 Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
 المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر

Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification
 Direction Regionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification du sud-ouest
 Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification de Zagora

Report d'appel d'offre ouvert n° 7/2020 /DPEFLCD.ZA du 21/04/2020 à 10 h.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification informe le public et les concurrents intéressés par l'appel d'offre ouvert sur offres des pris n°7/2020/DPEFLCD.ZAG qui était prévu pour le 21/04/2020 à 10h relatif à l'exécution des travaux de lutte contre l'ensablement par la maintenance et l'entretien des plantations anciennes (Fixation mécanique et biologique) sur une superficie de 50 ha répartis en Trois lots :

Lot n° 1 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement par la maintenance et l'entretien des plantations anciennes (Fixation mécanique et biologique) sur une superficie de 10 ha au périmètre de Tidri, Commune territoriale de M'hamid El ghizlane, Province de Zagora.

Lot n° 2 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement par la maintenance et l'entretien des plantations anciennes (Fixation mécanique et biologique) sur une superficie de 10 ha au périmètre de Oued Reguabi, Commune territoriale de M'hamid El ghizlane, Province de Zagora.

Lot n° 3 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement par la maintenance et l'entretien des plantations anciennes (Fixation mécanique et biologique) sur une superficie de 30 ha au périmètre de Tinfou Seguia Attar, Commune territoriale de Fezouata, Province de Zagora.

Que la séance d'ouverture des plis dudit appel d'offre est Reporté au 29/04/2020 à 12h, conformément à l'article 6 du décret – loi n° 2-20-292 relatif à l'état d'urgence sanitaire.

N° 3152/PA

المملكة المغربية
 Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
 المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر

Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification
 Direction Regionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification du sud-ouest
 Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification de Zagora

Avis de report d'appel de l'offre ouvert n° 5/2020 /DPEFLCD.ZA du 14/04/2020 à 10 h.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification informe le public et les concurrents intéressés par l'appel d'offre ouvert sur offres des pris n°5/2020/DPEFLCD.ZAG qui était prévu pour le 14/04/2020 à 10h relatif à l'Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement (Fixation mécanique) sur une superficie de Soixante-dix (70 ha) réparties en Trois lots :

- Lot n° 1 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement (Fixation mécanique) sur une superficie de 20 ha au périmètre de Oulad Mhiya 02, commune territoriale de M'hamid El ghizlane, Province de Zagora.

- Lot n° 2 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement (Fixation mécanique) sur une superficie de 20 ha au périmètre de Reguabi 02, commune territoriale de M'hamid El ghizlane, Province de Zagora.

- Lot n° 3 : Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement (Fixation mécanique) sur une superficie de 30 ha au périmètre de Zaouia El Barania 3, Commune territoriale de Fezouata, Province de Zagora.

Que la séance d'ouverture des plis dudit appel d'offre est Reporté au 20/05/2020 à 12h, conformément à l'article 6 du décret – loi n° 2-20-292 relatif à l'état d'urgence sanitaire.

N° 3150/PA

المملكة المغربية
 Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
 المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر

Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification
 Direction Regionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification du sud-ouest
 Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification de Zagora

Avis de report de l'appel d'offre ouvert n° 6/2020 /DPEFLCD.ZA du 15/04/2020 à 10 h.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification informe le public et les concurrents intéressés par l'appel d'offre ouvert sur offres des pris n°6/2020/DPEFLCD.ZAG qui était prévu pour le 15/04/2020 à 10h relatif à l'Exécution des travaux de lutte contre l'ensablement par la Fixation mécanique et biologique sur une superficie de 10 ha au périmètre de M'hamid 01, commune territoriale de M'hamid El ghizlane, Province de Zagora.

Que la séance d'ouverture des plis dudit appel d'offre est Reporté au 21/05/2020 à 12h, conformément à l'article 6 du décret – loi n° 2-20-292 relatif à l'état d'urgence sanitaire.

N° 3151/PA

المملكة المغربية
 Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
 المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر

Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification
 Direction Regionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification du sud-ouest
 Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la desertification de Zagora

Report d'appel d'offre ouvert n° 8/2020 /DPEFLCD.ZA du 22/04/2020 à 10 h.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification informe le public et les concurrents intéressés par l'appel d'offre ouvert sur offres des pris n°8/2020/DPEFLCD.ZAG qui était prévu pour le 22/04/2020 à 10h relatif à l'Execution des travaux de regarnis et d'entretien des plantations anciennes en Acacia Raddiana sur une superficie de quatre vingt dix (90) Hectares répartis en deux lots :

Lot n° 1: Exécution des travaux de regarnis et d'entretien des plantations anciennes en Acacia Raddiana sur une superficie de 40 ha au périmètre de Fehamiya, commune territoriale de M'hamid El Ghizlane, Province de Zagora.

Lot n° 2 : Exécution des travaux de regarnis et d'entretien des plantations anciennes en Acacia Raddiana sur une superficie de 50 ha au perimètre de Tizi N°Draa 5 , commune territoriale d'Errouha , Province de Zagora.

Que la séance d'ouverture des plis dudit appel d'offre est Reporté au 30/04/2020 à 12h, conformément à l'article 6 du décret – loi n° 2-20-292 relatif à l'état d'urgence sanitaire.

N° 3153/PA